

GUINÉE: INCERTITUDES
AUTOUR D'UNE FIN DE RÈGNE

19 décembre 2003



TABLE DES MATIÈRES

SYNTHESE ET RECOMMANDATIONS.....	i
I. INTRODUCTION	1
II. UNE CRISE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EN PANNE D'EXPRESSION POLITIQUE.....	2
A. LA GUINÉE, UN DESTIN POSTCOLONIAL SINGULIER	2
B. LA PÉRIODE LANSANA CONTÉ, UN RÉGIME FRAGILE.....	4
1. La longévité du régime Conté.....	4
2. La maladie du président, une hypothèque sur le futur immédiat du régime.....	4
C. UNE SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE PRÉOCCUPANTE	5
III. DANS L'ATTENTE D'UNE FIN DE RÈGNE: LES ACTEURS DU JEU POLITIQUE	8
A. UNE OPPOSITION IMPUISSANTE, UN PROCESSUS ELECTORAL MANIPULÉ	8
B. LES CLANS	9
C. L'ARMÉE, UN ACTEUR CLÉ DE LA TRANSITION EN GUINÉE	11
1. Des rapports instables entre le pouvoir et l'armée.....	11
2. La restructuration des forces de sécurité, un élément de stabilité interne	12
3. Une armée divisée.....	14
D. PUISSANCES INTERNATIONALES: ARBITRES INDÉCIS DE LA SUCCESSION.....	15
IV. LA GUINÉE DANS LES GUERRES DU FLEUVE MANO: UNE IMPLICATION DANGEREUSE.....	17
A. L'IMPLICATION DE LA GUINÉE DANS LE CONFLIT LIBÉRIEN	17
B. UN NOUVEAU FOYER D'INSTABILITÉ: LES RETOMBÉES DE LA GUERRE IVOIRIENNE	19
C. L'ÉTAT ACTUEL DES TENSIONS INTERCOMMUNAUTAIRES EN GUINÉE FORESTIÈRE.....	20
V. LE FUTUR IMMÉDIAT	22
A. LES SCÉNARIOS ENVISAGEABLES.....	22
B. LES FACTEURS DE STABILITÉ.....	22
VI. CONCLUSION	23
ANNEXES	
A. CARTE DE GUINÉE	26
B. GLOSSAIRE	27
C. LES PRINCIPAUX MOUVEMENTS DE PROTESTATION EN 2002/03	29
D. A PROPOS DE L'INTERNATIONAL CRISIS GROUP	30
E. RAPPORTS ET BRIEFINGS DE L'ICG	31
F. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ICG	38

GUINÉE: INCERTITUDES AUTOUR D'UNE FIN DE RÈGNE

SYNTHÈSE ET RECOMMANDATIONS

Les rumeurs persistantes sur l'état de santé du président et sur la fin prochaine du régime plongent actuellement la Guinée dans un état d'incertitude préoccupant. Le gouvernement et la classe politique guinéens, en collaboration avec la communauté internationale, devra prendre des mesures destinées à assurer la stabilité du pays à moyen terme s'il ne veut pas subir le même sort que ses voisins frappés par des guerres intestines. Alors qu'aucun observateur de la politique guinéenne ne se fait d'illusions sur les résultats de l'élection présidentielle du 21 décembre, tout reste à faire pour assurer d'une part une transition politique pacifique après l'éventuelle disparition du Président Lansana Conté et pour garantir d'autre part le passage d'un régime autoritaire à un gouvernement civil fondé, pour la première fois dans la vie politique de la République guinéenne, sur des élections véritablement démocratiques et transparentes.

La situation est d'autant plus inquiétante que le pays est confronté à une crise sociale et économique dont la population est aujourd'hui la première victime. La crise actuelle nourrit un vif mécontentement populaire que le pouvoir en place continue d'étouffer usant alternativement de l'intimidation, de la violence et de la désignation de boucs émissaires. L'apathie apparente du peuple guinéen, liée à l'histoire spécifique de la violence policière en Guinée, ne doit pas faire illusion. Plus le mécontentement croissant de la population est étouffé, plus il risque d'emprunter, dans un proche avenir, des formes d'expression plus radicales.

Dans un contexte régional particulièrement volatil, on s'inquiète de voir la Guinée connaître, à son tour, la guerre civile. Une telle dérive est d'autant plus à craindre que la Guinée s'est impliquée de façon dangereuse dans les conflits de la Mano River en soutenant notamment la rébellion

libérienne. Le présent rapport met en évidence les risques de dérives violentes qui menacent la Guinée du fait de son implication dans le conflit libérien et formule des recommandations afin de les réduire.

Les élections présidentielles du 21 décembre, dont l'issue ne fait presque plus aucun doute, ne devraient rien changer aux problèmes de fond que traverse le pays. Le processus politique reste bloqué par la manipulation du système électoral et par les divisions et faiblesses de l'opposition légale. Toutefois, l'absence de successeur officiel en cas de disparition du président laisse la porte ouverte aux appétits politiques. Les différents clans qui composent l'entourage présidentiel ont certes intérêt à assurer la continuité du régime pour préserver leurs privilèges. Cependant, les querelles qui les opposent constituent un élément d'instabilité et d'incertitude important. Dans ce contexte, de nombreux observateurs estiment que seule l'armée est en mesure d'assurer une transition politique en préservant la paix civile.

Toute la question reste de savoir si l'armée saura taire ses différends internes et s'accorder sur un candidat à la transition pour sauver son unité et ses privilèges. Un désaccord sur le nom du successeur de Conté pourrait faire éclater au grand jour les divisions générationnelles et ethniques existant au sein de l'armée. La crise de succession pourrait dès lors se révéler plus violente et plus durable que celle qui avait marquée la fin de l'ère Sékou Touré, premier président de la Guinée mort en 1984. Par ailleurs, les rapports ambigus qui unissent le pouvoir et l'armée constituent un autre élément d'incertitude. Dans le contexte d'un régime fragilisé par la maladie du président et le mécontentement populaire, des tentatives de coup d'Etat sont susceptibles de se produire même si l'armée demeure sous surveillance.

Les risques de dérive violente en Guinée ne sont pas seulement liés à une éventuelle crise de succession en capitale. Ils sont également liés à la propagation des violences armées que l'on observe depuis plusieurs années dans la région du fleuve Mano et plus précisément à la forte implication du Président Conté dans le conflit libérien. Cette implication aux côtés des rebelles libériens a contribué à nourrir les tensions entre les communautés qui peuplent la région forestière, une région frontalière avec le Libéria, le Sierra Léone et la Côte d'Ivoire. Par ailleurs, l'intense circulation des armes et des combattants irréguliers dans cette région constitue l'un des principaux facteurs d'inquiétude dans le pays. Ces combattants aux allégeances aléatoires pourraient demain servir les intérêts d'entrepreneurs politico-militaires désireux de semer le désordre et/ou tenter de prendre le pouvoir par les armes.

Il ne faut cependant pas négliger les éléments de stabilité qui distinguent la Guinée de ses voisins: restructuration des forces de sécurité, absence des médias de la haine, force du sentiment d'appartenance nationale – qui ne dissipe cependant pas les rancoeurs interethniques – et la volonté, parfois ambiguë, des puissances internationales de préserver la stabilité en Guinée.

Quoi qu'il en soit, la Guinée, à l'instar de la sous-région, semble aujourd'hui arrivée à un tournant décisif. Des risques de déstabilisation localisée à la crise de succession généralisée, la succession du régime de Conté s'inscrit dans un contexte chargé d'incertitudes. ICG attire l'attention sur ces risques en soulignant une fois de plus que les violences armées continueront d'agiter la région du fleuve Mano tant qu'une solution régionale incluant l'ensemble des pays concernés ne sera pas élaborée.

RECOMMANDATIONS

Au gouvernement guinéen:

1. Mettre en place des mesures qui pourront garantir le passage du régime autoritaire actuel à un gouvernement démocratiquement élu après la disparition du Président Lansana Conté, en particulier:
 - (a) réconcilier les communautés en forêt, en établissant de toute urgence une commission d'enquête indépendante sur les violences qui marquent la région depuis le début des années 1990; et

- (b) libéraliser de toute urgence l'espace politique en permettant aux médias d'exprimer des points de vue différents sur l'avenir du pays.
2. Poursuivre l'effort de restructuration des forces de sécurité en l'étendant aux forces de police et de gendarmerie.
3. Stopper immédiatement tout soutien aux groupes armés étrangers, en particulier au LURD.

Aux principaux partenaires de la Guinée, en particulier la France, les États-Unis et les bailleurs de fonds:

4. Reconsidérer leurs politiques à l'égard de la Guinée, considérant que la disparition de Charles Taylor, ainsi que la montée de tensions internes en Guinée même, ont profondément changé l'équilibre régional, et développer notamment une politique qui insiste sur la nécessité d'une transition démocratique et d'un désengagement guinéen des guerres régionales, en particulier:
 - (a) reconsidérer les programmes de coopération militaire existants dans le but de former une armée guinéenne adaptée à un gouvernement civil et démocratique, insistant notamment sur l'importance de l'éducation civique dans la formation des officiers et soldats;
 - (b) conditionner les programmes de coopération militaire à une cessation immédiate de tout soutien par la Guinée aux groupes armés libériens; et
 - (c) exiger l'établissement de garanties claires d'ouverture démocratique avant l'octroi de nouvelles aides.

Au Conseil de Sécurité:

5. Exprimer au gouvernement guinéen la préoccupation que cause au Conseil l'appui apporté par la Guinée au LURD, informer le gouvernement guinéen qu'il est en contravention de la résolution 1478 du Conseil concernant l'embargo sur l'exportation des armes au Libéria, et exiger publiquement que cette résolution soit respectée.

A l'UNICEF et à l'UNHCR:

6. Veiller à ce que les camps de réfugiés ne servent pas de base de recrutement à de quelconques mouvements rebelles.

A l'Union Européenne:

7. Continuer d'employer après les élections les dispositions de l'article 96 de l'accord de Cotonou, lui permettant d'ouvrir des consultations avec ses partenaires en vue de renforcer le respect des droits de l'homme et de la démocratie dans les pays signataires du même accord, et demander au gouvernement guinéen d'établir une liste de mesures censées assurer le passage de pouvoir du gouvernement actuel à un gouvernement démocratiquement élu.

Freetown/Bruxelles, 19 décembre 2003

GUINÉE: INCERTITUDES AUTOUR D'UNE FIN DE RÈGNE

I. INTRODUCTION

Entre l'annonce officielle de la maladie du Président Lansana Conté en décembre 2002 et la tenue des élections présidentielles le 21 décembre prochain, la Guinée aura connu une année marquée par de nombreuses tensions politiques, économiques et sociales. Suite à d'incessantes coupures d'eau et d'électricité, à la flambée des prix des biens de première nécessité, les six premiers mois de l'année ont cristallisé une forte agitation sociale à Conakry ainsi que dans certaines villes de l'intérieur comme le démontre notamment la grève des étudiants à Kankan en février dernier.

Dans le même temps, le pays est traversé par des rumeurs répétées de coup d'Etat à mesure que l'on s'approche de la fin de l'année et des échéances électorales. Certes, la Guinée n'est pas le seul pays à connaître une telle agitation politique et sociale. Cependant, dans un contexte régional particulièrement volatil – affrontements et tensions armées en Côte d'Ivoire et au Libéria, retour des tensions en Sierra Leone,¹ coup d'Etat militaire en Guinée-Bissau – certains s'inquiètent de voir la Guinée suivre le même chemin que ses voisins immédiats et connaître, à son tour, la guerre civile.

Depuis près de quinze ans, la région du fleuve Mano (Liberia, Sierra Leone, Guinée) est marquée par une situation de conflits récurrents. On peut désormais ajouter la Côte d'Ivoire parmi les victimes de cette instabilité régionale. La plupart des analyses soulignent, de façon récurrente, l'inquiétante interdépendance des conflits libériens, sierra léonais et ivoiriens.² En effet, dans cette zone de fortes

turbulences, les frontières n'empêchent plus le déplacement des groupes armés ni l'échange des produits liés à l'économie de guerre.

Suite aux conflits libériens et sierra léonais des années 1990, des groupes de jeunes combattants irréguliers, aux allégeances particulièrement aléatoires, se sont constitués dans la région et se déplacent au gré des combats. Selon les Nations Unies, plusieurs dizaines de milliers de jeunes combattants sont laissés dans le désœuvrement suite à la suspension des combats au Libéria. Tant qu'ils n'auront pas été désarmés et démobilisés, ils constitueront une force de nuisance qui pourrait, demain, être manipulée et se laisser tenter par une aventure en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire ou en Guinée, si l'opportunité devait se présenter.

Les conflits de Sierra Leone et du Libéria ont déjà directement affecté la Guinée. Entre septembre 2000 et mars 2001, le pays a été victime d'une série d'agressions de la part de groupes armés venus du Libéria et du Sierra Leone.³ Si Charles Taylor est considéré comme le principal instigateur de ces attaques, le régime de Conté porte aussi une part de responsabilité du fait du soutien actif qu'il apporte à des mouvements armés libériens⁴ ou sierra léonais.

³ Certains combats ont été particulièrement violents comme en témoigne la destruction partielle de la ville de Gueckedou en janvier 2001. Gueckedou figurait alors parmi les villes les plus importantes de Guinée. Elle porte encore aujourd'hui les stigmates de ces affrontements. L'armée guinéenne en porte d'ailleurs en partie la responsabilité puisqu'elle a préféré bombarder les assaillants qui tenaient la ville – causant alors d'importants dommages collatéraux – plutôt que d'engager directement ses adversaires.

⁴ En ce qui concerne les groupes libériens il s'agit du "United Liberation Movement for Democracy" (ULIMO) – Mouvement Uni de Libération pour la Démocratie – devenu le groupe des Libériens Unis pour la Réconciliation et la Démocratie (LURD). Quant aux groupes sierra léonais, les bénéficiaires de l'aide guinéenne étaient les Kamajors.

¹ ICG rapport Afrique N°67, *Sierra Leone: the State of Security and Governance*, 2 septembre 2003.

² Voir, entre autres, ICG rapport Afrique N°62, *Tackling Liberia: The Eye of the Regional Storm*, 30 avril 2003.

En dépit du choc qu'ont constitué les agressions de 2000, la Guinée n'a pas sombré dans la guerre civile comme on pouvait le craindre. Elle a d'abord su contenir et repousser ses agresseurs en partie grâce au soutien militaire de pays occidentaux comme les États-Unis et la France. Elle a également évité qu'en région forestière, zone la plus affectée par les combats, les tensions intercommunautaires, avivées par ces attaques et par la présence de bases arrières du LURD, ne dégénèrent en conflits ouverts. Depuis ces attaques, l'armée guinéenne s'est restructurée et redéployée. Elle contrôle désormais plus efficacement ses frontières y compris avec la Côte d'Ivoire qui a connu un regain de violences depuis septembre 2002.

Les événements tragiques de septembre 2000 auraient cependant pu constituer un coup de semonce pour le régime de Conté et l'avertir des dangers du jeu troublé auquel il se prête en soutenant et en abritant des mouvements rebelles. Malheureusement, le régime de Conté a choisi de poursuivre sa politique de soutien au LURD sans tenir compte de la montée des tensions en région forestière. Or, l'implication de la Guinée dans la crise libérienne pourrait à nouveau se retourner contre elle. Dans le contexte d'un régime fragilisé par la maladie du président et le mécontentement populaire, des entrepreneurs politiques peu scrupuleux pourraient, en effet, tenter de prendre le pouvoir par la force. Les groupes de combattants irréguliers, actuellement présents aux frontières de la Guinée, pourraient alors être mobilisés par un parti ou un autre ou profiter de la confusion pour pénétrer en Guinée et y semer le désordre.

Ce rapport tente d'évaluer les risques d'implosion à court et moyen terme en République de Guinée. Il s'interroge sur les facteurs, endogènes et exogènes, susceptibles de favoriser le développement des violences collectives. Il est également attentif aux éléments qui ont permis jusqu'ici à la Guinée d'échapper au sort de ses voisins sierra léonais, libériens et ivoiriens.

II. UNE CRISE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EN PANNE D'EXPRESSION POLITIQUE

A. LA GUINÉE, UN DESTIN POSTCOLONIAL SINGULIER

La situation actuelle de la Guinée reste encore très marquée par la singularité de son destin postcolonial. La Guinée a été le premier et seul pays francophone d'Afrique de l'Ouest à prendre son indépendance dès 1958 après le "Non" au référendum proposé par le Général de Gaulle.⁵ Le nouveau leader guinéen, Ahmed Sékou Touré, déclare alors: "mieux vaut la liberté dans la pauvreté que la richesse dans l'esclavage". Ce "non" historique à la France provoque un véritable divorce entre la Guinée et son ancienne métropole.

Il marque encore aujourd'hui l'état des relations de la Guinée avec les puissances internationales. Si la France a effectué un certain retour sous le régime du Président Conté, la Guinée est loin d'appartenir à son "pré carré" ouest africain. L'influence de l'ancienne métropole est ainsi contrebalancée par le jeu d'autres puissances internationales: hier les pays du bloc soviétique, aujourd'hui les États-Unis qui opèrent un déploiement remarqué dans le pays.⁶ Contrairement à son prédécesseur qui s'était refermé sur lui-même, le régime du Président Lansana Conté a su, ces dernières années, capitaliser l'assistance de ces différentes puissances internationales.

La Première République (1958-1984) est marquée par le règne sans partage de Sékou Touré. Influencé par le socialisme, ce dernier se tourne vers le bloc soviétique pour palier au départ des Français. Pour l'essentiel cependant, le pays se referme sur lui-même. Sékou Touré met en effet en place un régime policier extrêmement répressif dont le camp Boiro, camp d'internement et d'exécution des prisonniers politiques, est le symbole le plus sombre. La dictature de Sékou Touré a laissé des marques profondes dans la société guinéenne: la méfiance vis-à-vis de l'extérieur est encore un réflexe courant

⁵ Lors de ce référendum du 28 septembre 1958, la Guinée est le seul pays de l'Afrique francophone à rejeter la proposition du Général de Gaulle concernant l'intégration des colonies de l'A.O.F. au sein d'une Communauté française. La conséquence était une rupture immédiate des relations politiques et économiques avec la France.

⁶ Cf. plus loin.

dans le pays en particulier parmi les vieilles générations. La peur de la répression policière est encore forte et explique en partie que la crise sociale actuelle peine à trouver son expression politique. Dans ce contexte, la société civile ne parvient pas à générer des formes de résistance à l'Etat. Pris dans une paranoïa des coups d'Etat, Sékou Touré orchestrait des complots pour mieux décimer toute opposition. De fait, comme au temps colonial, la résistance à l'Etat passe moins par la confrontation directe que par l'évitement ou l'escapisme.

Pour échapper à la férule du dictateur guinéen, une partie de l'intelligentsia se réfugie à l'étranger. La plupart de ces "Guinéens off shore", comme on a coutume de les appeler localement, ne sont revenus au pays qu'après le décès de Sékou Touré en 1984. Enrichis dans les affaires ou sachant tirer partie des réseaux qu'ils ont constitués en Occident, une grande partie des leaders actuels de l'opposition politique sont issus de cette diaspora guinéenne.⁷ De nombreux guinéens ont par ailleurs émigré dans la sous-région: alors que l'économie guinéenne peinait à se développer en dépit de ressources naturelles importantes, les migrants ont tenté leur chance dans les pays limitrophes comme la Côte d'Ivoire, alors en plein développement, mais aussi le Sierra Léone⁸ et le Libéria.⁹ Sous Sékou Touré, l'émigration a ainsi constitué la soupape de sécurité d'une société soumise à un Etat policier et confrontée aux problèmes de sous-développement économique. Or, dans les années 1990, les possibilités d'émigrer ont fortement diminué alors même que les conflits de Sierra Léone, du Libéria et maintenant de Côte d'Ivoire ramènent des dizaines de milliers de migrants guinéens vers leur pays d'origine.

⁷ Le pouvoir actuel en joue d'ailleurs pour discréditer les leaders de l'opposition. Dans une terminologie héritée de l'époque Sékou Touré, il assimile fréquemment les "Guinéens off shore" à des traîtres servant les intérêts de l'étranger.

⁸ On trouve ainsi de nombreux peuls guinéens dans les régions diamantifères de Sierra Léone. P. Richards, *Fighting for the Rain Forest: War, Youth & Resources in Sierra Leone* (Oxford, 1996).

⁹ Avec l'interdiction du commerce privé par Sékou Touré, de nombreux Malinké et Konianké ont choisi d'émigrer vers le Libéria pour travailler dans le secteur minier, dans les transports, dans le commerce de détail ou même pour ouvrir des écoles coraniques. Au Libéria, ces émigrés guinéens originaires de la Haute Guinée sont fréquemment assimilés aux Mandingo. A. Konneh, *Religion, Commerce, and the Integration of the Mandingo in Liberia* (University Press of America, 1996).

Le régime de Sékou Touré s'est par ailleurs distingué par sa volonté de lutter contre les particularismes ethniques,¹⁰ de transformer en profondeur la société et d'exalter un sentiment d'appartenance nationale. Certes la Guinée est une nation artificiellement créée par les découpages coloniaux: elle réunit des peuples qui n'ont pas eu l'habitude de vivre ensemble auparavant et qui se sont même parfois affrontés dans le passé. La Première République n'a certes pas supprimé tous les antagonismes ethniques qui existent en Guinée, mais elle a indéniablement créé un sentiment d'appartenance à la nation dont beaucoup de Guinéens tirent fierté. Contrairement à ses voisins libériens et ivoiriens, il n'existe pas en Guinée de mouvement qui contesterait l'appartenance à la nation d'une fraction particulière de la population. C'est un incontestable élément de stabilité interne même si, une fois de plus, les tensions intercommunautaires sont loin d'être inexistantes.¹¹ Le Président Lansana Conté a d'ailleurs su mobiliser à son profit ce sentiment d'appartenance collectif lorsque la Guinée a été victime d'agressions armées en septembre 2000.¹² Il a appelé les guinéens à faire bloc contre l'envahisseur extérieur, reprenant à son compte une terminologie efficace héritée de l'époque Sékou Touré.

¹⁰ La Guinée compte quatre grands groupes ethniques qui correspondent globalement aux quatre grandes régions administratives: les Soussou, ethnie du Président Conté, habitent la Basse-Guinée, les Peuls se retrouvent au Fouta Djallon ou Moyenne Guinée, les Malinké se situent en Haute-Guinée. La région forestière abrite enfin un groupe d'ethnies souvent désignés comme formant "les peuples forestiers" (Kissi; Toma, qui s'appellent eux-mêmes les Loma; Guerzé, qui s'appellent eux-mêmes Kpelle; Mano; etc.). En fait, au cours des siècles, les mouvements migratoires ont contribué à brasser les populations. Ainsi, dans la région forestière, on trouve à côté des peuples forestiers, des populations de commerçants peuls et mandings, des fonctionnaires soussous, etc.

¹¹ La stigmatisation des autres ethnies est une pratique courante en Guinée: de nombreux Soussou considèrent ainsi les Peuls, qui tiennent le commerce de détail à Conakry, comme des "voleurs"; les Malinké, musulmans pour la plupart, assimilent volontiers les peuples forestiers à des "arriérés animistes", etc.

¹² Cf. Mike McGovern, "Conflit régional et rhétorique de la contre-insurrection: guinéens et réfugiés en septembre 2000", en *Politique Africaine*, N°88, décembre 2002.

B. LA PÉRIODE LANSANA CONTÉ, UN RÉGIME FRAGILE

La Seconde République émerge sur les décombres de la dictature de Sékou Touré dont le décès en 1984 permet à l'armée de prendre rapidement le pouvoir. Après des règlements de compte internes en 1985, c'est le Colonel Lansana Conté, un soussou de la Basse Côte, qui prend les rênes du pouvoir. En 1991, ce militaire de carrière donne un caractère plus civil à son pouvoir en introduisant le multipartisme qui marque la naissance de la Troisième République. Des élections pluralistes sont organisées en 1993 et remportées par Conté dès le premier tour après l'annulation des résultats dans les principaux fiefs de ses adversaires politiques. La Troisième République n'est plus un régime policier aussi virulent et exclusif que celui installé du temps de Sékou Touré, le régime de Lansana Conté partage toutefois avec son prédécesseur un certain nombre de pratiques notamment dans l'emploi de la violence politique.

1. La longévité du régime Conté

Malgré la remarquable longévité du Président Conté, au pouvoir depuis presque vingt ans, la Troisième République est curieusement perçue comme un régime fragile. Depuis les années 1990, le pays est parcouru d'incessantes rumeurs de coup d'Etat. Le Président Lansana Conté a même traversé plusieurs épreuves de taille ces dernières années. En 1996, il est victime d'une tentative de coup d'Etat de la part d'un groupe de militaires qui parviennent à se saisir de sa personne. Cependant, les putschistes ne parviennent pas à s'entendre sur le nom d'un successeur si bien que Lansana Conté est finalement réinstallé au pouvoir. L'échec du putsch de 1996 marque encore les esprits. Son échec freine peut-être aujourd'hui les velléités putschistes d'autant que la répression qui a suivi dans les rangs de l'armée a été sévère.¹³

En 2000, le danger vient de l'extérieur: la Guinée est l'objet d'une série d'agressions de la part de bandes armées en provenance du Libéria et de Sierra Léone. D'abord sur le recul, le Président Conté a réussi à incarner l'image de la résistance et son pouvoir est

finalement ressorti grandi de l'épreuve.¹⁴ Il a profité de sa victoire pour réformer la Constitution afin de pouvoir se présenter une troisième fois à la présidence.

La longévité du régime de Conté réside en grande partie dans sa capacité à contrôler le champ politique et social. Au-delà de ses apparences démocratiques qui se manifestent notamment à travers une presse écrite relativement libre, une certaine notion du multipartisme, le pouvoir guinéen sait utiliser la peur et la méfiance qu'il inspire à la société guinéenne. L'expression politique, notamment quand elle se fait contestation, est étroitement contrôlée par des forces de sécurité très présentes. Cet héritage de la période Sékou Touré est une caractéristique importante de la culture politique guinéenne et la démarque de ses voisins immédiats. La tradition de l'Etat-policier est certes aujourd'hui moins forte qu'à l'époque coloniale ou sous Sékou Touré mais elle explique en grande partie la soumission ou la passivité apparente de la société guinéenne à l'égard du fait politique.

Quand la nécessité s'en fait sentir, le pouvoir sait utiliser la violence d'Etat pour réprimer sévèrement toute contestation. L'année 2003 ne fait pas exception sur ce point: en février 2003, les forces de police et l'armée étouffent une manifestation étudiante à l'université de Kankan; en juin 2003, l'Etat réprime une manifestation organisée pour accueillir Alpha Condé, Président du Rassemblement Populaire de Guinée (RPG), lui-même emprisonné entre 1998 et 2001 pour atteinte à la sûreté de l'Etat. De manière générale, la violence d'Etat passe plus par l'intimidation et la surveillance que par l'exercice direct d'une répression physique. En cette période pré-électorale, on constate cependant une certaine crispation du pouvoir qui résulte dans des actions plus musclées telles que l'arrestation d'hommes politiques et de jeunes officiers, l'interdiction de meetings politiques ou convocation régulière des principaux leaders de l'opposition au siège de la police.

2. La maladie du président, une hypothèque sur le futur immédiat du régime

Aujourd'hui, le régime est confronté à une épreuve plus délicate que les précédentes: en décembre 2002,

¹³ L'arrestation préventive de dizaines de jeunes officiers en novembre 2003 montre combien le pouvoir en place reste méfiant à l'égard de sa propre armée. Voir plus loin une présentation des rapports entretenus entre le Président Conté et son armée.

¹⁴ L'état de grâce a cependant été de courte durée pour le Président Conté. Les difficultés économiques ont vite nourri le mécontentement de la population et éclipsé la "victoire" de septembre 2000.

le président a révélé la gravité de son état de santé. Certes les rumeurs sur la maladie du président sont aussi fréquentes que les bruits sur un éventuel coup d'Etat. Cependant, depuis la fin de l'année 2002, l'état de santé du président semble bel et bien avoir atteint un niveau préoccupant. Depuis le début de l'année 2003, le président n'est ainsi plus en état de recevoir les nombreuses personnalités en visite officielle: en février, il s'affaisse brutalement en voulant saluer Walter Kansteiner, le responsable des Affaires africaines au Département d'Etat américain,¹⁵ en mars, il envoie son Premier ministre, Lamine Sidime pour recevoir Dominique de Villepin, le ministre français des Affaires Étrangères.¹⁶ Ses apparitions publiques sont de plus en plus réduites alors que les élections s'approchent.¹⁷ Le Président Conté est toujours candidat à sa propre succession mais il a prévenu les siens: il ne mènera pas campagne lui-même car il est désormais trop fatigué pour descendre dans l'arène politique.

Le secret qui entoure l'état de santé du président réduit souvent les observateurs aux conjectures: si la maladie de Conté ne fait pas de doute, sa gravité est l'objet de débat. On ne sait pas exactement s'il souffre seulement d'un diabète aggravé et de problèmes cardiaques ou s'il souffre d'une maladie chronique à l'issue plus incertaine comme une leucémie. Toujours est-il que cette année le président guinéen s'est rendu plusieurs fois au Maroc, en Italie et à Cuba. Officiellement rien n'a filtré de ses voyages privés mais plusieurs sources confirment que le Président Conté est parti s'y faire soigner. Lorsqu'il est présent en Guinée, Lansana Conté quitte la capitale et passe l'essentiel de son temps à Wawa, son village d'origine situé à près de 80 Km de Conakry. Cette absence est perçue comme une vacance du pouvoir par les opposants politiques qui réclament le départ du président ou sa destitution

¹⁵ Assistant Secretary of State of the U.S. State Department.

¹⁶ "Ambiance de fin de règne", Cheikh Yérim Seck, *Jeune Afrique-L'Intelligent*, N°2202, mars 2003. Ce numéro de l'hebdomadaire le plus lu en Afrique francophone faisait état plus généralement de la maladie du président. Il a été interdit de circulation en Guinée mais plusieurs exemplaires circulaient sous le manteau à Conakry. Entretien d'ICG avec un haut fonctionnaire guinéen à la retraite, Conakry, octobre 2003. Le numéro 2230, 5-11 octobre 2003, a également été interdit car il mettait en exergue les lacunes du processus électoral.

¹⁷ Ainsi, la télévision nationale guinéenne ne diffuse du président que des images d'archives anciennes de plusieurs mois.

pour incapacité à remplir sa fonction.¹⁸ Tout au long de l'année 2003, l'état de santé du président n'a cessé d'osciller: à son retour d'Italie, ceux qui ont pu l'apercevoir l'ont dit moribond. Quelques mois plus tard, en octobre 2003, c'est un homme moins fatigué que l'on a vu descendre de l'avion présidentiel de retour de Cuba.

Toutefois, le régime mis en place par le Président Conté est un régime plus solide qu'il n'y paraît. Ses difficultés actuelles sont réelles mais difficiles à mesurer avec précision tant le pouvoir guinéen se dissimule derrière un nuage opaque fait des rumeurs les plus contradictoires. Un fait reste pourtant avéré: le pouvoir en place n'a pas encore préparé de dauphin officiel. En cas de vacance soudaine du pouvoir, le pays pourrait dès lors traverser une crise dont l'intensité dépendra des ambitions des différents prétendants. La main de fer du régime Touré et la domination non moins exclusive de Conté ont jusqu'ici posé une chape de plomb sur la société guinéenne. Si les deux présidents ont su étouffer les velléités de protestation populaire, aucun d'entre eux n'a supprimé les causes profondes du malaise social et économique. Si la vacance du pouvoir devait se prolonger, les rancœurs accumulées par la population guinéenne pourraient être instrumentalisées par quelques entrepreneurs politiques en quête du pouvoir et déboucher sur une situation de crise plus durable et ouverte.

C. UNE SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE PRÉOCCUPANTE

Les risques d'implosion sociale et politique sont d'autant plus inquiétants que l'économie guinéenne est au plus mal.¹⁹ Si la crise économique s'inscrit dans la longue durée, l'année 2002-2003 a été marquée par la multiplication des manifestations contre la hausse du coût de la vie et l'état de délabrement inquiétant du pays. A Conakry, les coupures d'eau et d'électricité ont en effet commencé dès le mois de novembre 2002 et ont duré jusqu'au début de la saison des pluies en juin

¹⁸ Selon la Constitution, le président de l'Assemblée Nationale pourrait entamer une telle procédure. D'autres régimes africains s'y sont risqués comme en Tunisie à la fin du règne du Président Bourguiba.

¹⁹ Le dernier rapport de la Banque Mondiale publié en juillet 2003 sur l'indice de développement humain classe ainsi la Guinée au 157^{ème} rang mondial sur 175 pays.

2003.²⁰ Plusieurs manifestations spontanées ont eu lieu en février-mars 2003 pour protester des conséquences de ces coupures.

Les prix des produits de base ont également augmenté en flèche à partir du milieu de l'année 2003: le prix du sac de riz est ainsi passé de 24.000 Francs Guinéens (FG) à plus de 34.000 FG avant de redescendre à 30-31000 FG, la bouteille de gaz est passée dans le même temps de 37.000 à 51.000 FG, le prix du pain de 350 FG à 450 FG.²¹ Depuis l'été 2003, la presse indépendante se fait l'écho de la difficulté de la population guinéenne à affronter une telle hausse du prix des denrées de base. En juillet, un camion chargé de riz a même été pillé en plein jour par la population dans une commune de Conakry.²² L'annexe C évoque quelques uns des principaux points forts de l'agitation sociale au cours de l'année passée.

L'Etat est souvent présenté comme le principal responsable de la situation. Ainsi, certaines rumeurs persistantes affirment que les coupures d'eau et d'électricité sont le résultat d'une politique agricole inconséquente en Basse Guinée.²³ Par ailleurs, la plupart des services publics ou semi-publics sont en pleine déliquescence. Le réseau autoroutier a certes bénéficié de quelques améliorations en Haute Guinée avec notamment la rénovation de la route menant au Mali. Mais de manière générale, l'état des routes à Conakry comme dans le reste du pays est dans un état de délabrement préoccupant.²⁴ Dans la

²⁰ Ces coupures sont fréquentes depuis plusieurs années et contribuent à l'exaspération croissante de la population de Conakry (cf. Odile Goerg, en *Politique Africaine*, juin 2002).

²¹ 1000 FG=0,41222 EURO, prix recueillis auprès de la population de Conakry, octobre 2003.

²² *Le Lynx*, N°591, 21 juillet 2003.

²³ En effet, pour les besoins des vastes domaines rizicoles de Basse guinée, les ingénieurs agricoles n'hésiteraient pas à effectuer d'importants pompages dans les cours d'eau qui sillonnent la région. Ce faisant, ils réduisent d'autant l'approvisionnement des barrages hydroélectriques qui fournissent l'électricité au pays et à Conakry en particulier. Entretien d'ICG avec un opérateur économique guinéen, Conakry, octobre 2003.

²⁴ Ainsi, une région comme la Guinée forestière est presque coupée du reste du pays pendant la saison des pluies: l'état des routes est telle qu'à partir du mois de juillet, des camions s'embourbent ou se renversent quotidiennement et bloquent plusieurs jours durant la circulation. En octobre 2003, à Nzérékoré, capitale régionale de la Guinée forestière, le prix du litre d'essence est passé de 1500 à 2500 FG en raison des difficultés d'approvisionnement par la route, forçant parfois

fonction publique, le mécontentement gronde à cause des arriérés de salaire: les enseignants menacent ainsi de faire grève car l'Etat ne les a pas rémunérés depuis plus de sept mois.²⁵

Or plusieurs éléments laissent penser que la situation économique ne va pas s'améliorer de façon significative dans les prochains mois. D'une part, parce que les marges de manœuvre du gouvernement sont réduites.²⁶ L'Etat guinéen aura en effet beaucoup de mal à satisfaire les revendications des fonctionnaires dans la mesure où il doit faire face dans le même temps à un important déficit public (680 milliards de Francs Guinéens) récemment révélé par un rapport de la Banque Mondiale.²⁷ D'autre part, l'économie guinéenne, déjà mise à mal ces derniers temps, doit encore supporter les contrecoups de la crise ivoirienne. Outre l'augmentation des denrées qui étaient auparavant importées depuis Abidjan, des dizaines de milliers de Guinéens qui avaient choisi d'émigrer en Côte d'Ivoire, ont également dû rentrer précipitamment. Ils ont laissé derrière eux la plupart de leurs biens et se retrouvent désormais sans emploi. Ils pèsent dès lors sur la population locale alors qu'auparavant, ils la soutenaient par l'envoi d'argent depuis la Côte d'Ivoire.

Selon un récent rapport du Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA), la situation est particulièrement préoccupante en Haute Guinée, une région dans laquelle les populations mandingues (Malinké, Konianké, Maou, etc.) avaient pris l'habitude d'émigrer pour profiter de la prospérité économique du voisin ivoirien. Or, beaucoup d'entre eux sont

les usagers et notamment les chauffeurs de taxi à faire la queue pour obtenir le précieux liquide.

²⁵ *Le Démocrate*, N°602, 6 octobre 2003.

²⁶ Les mesures récentes prises par l'État pour faire face aux difficultés économiques et sociales témoignent d'un inquiétant manque de moyens et d'envergure. L'État aurait, par l'intermédiaire de Mamadou Sylla (leader du patronat guinéen), procédé à l'achat de quelques groupes électrogènes de grande puissance pour palier aux coupures de courant...jusqu'aux élections de décembre 2003. Entretien d'ICG avec un opérateur économique guinéen, Conakry, octobre 2003. Ce type de mesures à court terme n'apporte aucune solution aux problèmes structurels de l'économie guinéenne.

²⁷ La dette publique de l'Etat a triplé en moins de trois ans (elle était de 270 milliards de Francs Guinéens / 11,129,877 EURO en 2001). Le rapport de la Banque Mondiale pointe notamment l'augmentation des dépenses liées à la sécurité de l'État. *Le Lynx*, N°601, 29 septembre 2003.

rentrés en Guinée non seulement à cause de la violence des récents combats mais également du fait de la xénophobie anti-nordistes et/ou anti-musulmans dont ils sont victimes depuis plusieurs années.

Ces difficultés économiques sont d'autant plus inquiétantes que les frustrations qu'elles génèrent, pourraient aviver les clivages internes de la société guinéenne. En effet, pour se décharger de ses propres responsabilités, l'Etat n'hésite pas à désigner certaines communautés comme boucs émissaires du mécontentement populaire. Après la manifestation des femmes guinéennes fin août 2003, le Président Conté a exprimé son mécontentement à l'égard des commerçants qui pratiquaient la spéculation sur les biens de première nécessité. En octobre, Mamadou Sylla, leader du patronat guinéen et fidèle soutien de Lansana Conté à qui il doit son ascension, se fait plus précis en accusant les commerçants étrangers d'affamer le peuple guinéen. La communauté libanaise, qui tient le commerce d'import-export, se sent particulièrement visée.²⁸

Le régime actuel vise également les compagnies occidentales, notamment dans le secteur minier, accusées de ne plus verser leurs taxes à l'Etat. D'autres communautés pourraient pâtir du discours public à l'encontre des commerçants. Ainsi, les Peuls gèrent la grande majorité du commerce de détail à Conakry, en particulier au marché central de Madina. En désignant les commerçants comme responsables des maux de la société guinéenne, le pouvoir joue dangereusement sur les clivages intercommunautaires pour se dédouaner de ses propres responsabilités: les Peuls sont victimes d'un certain ostracisme de la part des autres groupes ethniques qui les accusent de s'enrichir aux dépens des autres communautés.²⁹ Craignant les pillages en cas de débordement à Conakry, les commerçants peuls de Madina sont d'ailleurs contraints de négocier la protection du pouvoir.³⁰ Les leaders de

l'opposition eux-mêmes, souvent issus de la "diaspora guinéenne", sont accusés par le pouvoir d'être des "messagers des ennemis de la Guinée".

Or, tous ces discours xénophobes utilisés par le pouvoir pour détourner les critiques peuvent nourrir les violences collectives: en 1985, le Président Lansana Conté, à peine arrivé au pouvoir et déjà menacé par un coup d'Etat militaire organisé par d'anciens hommes forts du régime Sékou Touré, encourage la destruction de maisons et de commerces tenus par des malinké, assimilés aux partisans de l'ancien pouvoir. Plus récemment, en 2001-2002, le régime guinéen accuse les réfugiés sierra léonais et libériens de complicité avec les agresseurs qui attaquent Gueckedou et Macenta. Conakry et d'autres villes de l'intérieur ont alors été pendant plusieurs jours le théâtre de chasse à l'étranger particulièrement violentes.

La société guinéenne traverse depuis plusieurs années une crise économique qui s'aggrave. Les apparatchiks du régime actuel se sont plus préoccupés de leur enrichissement personnel et de leurs luttes intestines que de résoudre les problèmes de la population. A la veille des échéances électorales, le régime est confronté à une flambée de mécontentement liée à la hausse du coût de la vie. Incapable de résoudre les dysfonctionnements structurels, le régime se sert de certaines communautés comme boucs émissaires. Ce jeu politique est évidemment dangereux pour l'équilibre de la société guinéenne. Au delà des dirigeants actuels, d'autres entrepreneurs politiques pourraient mobiliser également les rancœurs sociales pour les transformer en mouvement de protestation politique.

²⁸ L'Union libanaise de Guinée (ULGUI) a affirmé début novembre que les Libanais de Guinée avaient été menacés d'expulsion par le président du Conseil national du secteur privé (CNSP), Mamadou Sylla, un fidèle du Président Lansana Conté. Agence France-Presse, 10 novembre 2003.

²⁹ Ainsi, l'équipe ICG est témoin de la scène suivante à l'aéroport de Conakry: Un douanier, probablement Soussou (car de patronyme soumah), jette à terre le passeport d'un voyageur peul en lui déclarant "les Barry – un patronyme typiquement peul – sont tous des voleurs".

³⁰ En septembre 2003, le gouvernement s'inquiète de la dépréciation du Franc guinéen qui provoque une augmentation des biens importés dont certains produits de

première nécessité. Le gouvernement organise une réunion avec les opérateurs économiques pour trouver des solutions. Au cours de cette réunion, des représentants des commerçants peuls de Madina s'engagent à pratiquer un taux de change susceptible de faire remonter le Franc Guinéen. Ils craignent en effet que la soudaine montée des prix n'entraînent des pillages. Entretien d'ICG avec un opérateur économique, Conakry, octobre 2003.

III. DANS L'ATTENTE D'UNE FIN DE RÈGNE: LES ACTEURS DU JEU POLITIQUE

Le régime de Lansana Conté a réintroduit le multipartisme au début des années 1990 et le pays dispose aujourd'hui de nombreux partis politiques et d'une presse écrite relativement libre. Cet habillage institutionnel est loin, cependant, de garantir un fonctionnement démocratique de la Guinée.³¹

A. UNE OPPOSITION IMPUISSANTE, UN PROCESSUS ÉLECTORAL MANIPULÉ

En dépit d'une scène politique bien pourvue (plus de trente partis recensés à la veille des élections de décembre), l'opposition guinéenne n'est pas en mesure de contester efficacement le régime en place. Elle est d'une part très divisée³²: en dehors du Parti de l'Unité et du Progrès (PUP), le parti au pouvoir, la plupart des grandes formations recrutent sur une base régionale voire ethnique: l'Union pour le Progrès de la Guinée (UPG) de Jean-Marie Doré prétend représenter la région forestière, Mamadou Ba et Siradiou Diallo sont les deux grands leaders du monde peul, chacun représentant une partie du Fouta Djallon, le Rassemblement du Peuple de Guinée (RPG) d'Alpha Condé recrute pour l'essentiel en terre malinké. Aucun de ces différents leaders ne parvient à se défaire de l'étiquette ethnique qui lui est associée.³³ Malgré une tentative

de regroupement au sein du Front Républicain pour le Changement Démocratique (FRAD), les partis d'opposition ne parviennent pas à s'entendre sur le nom d'un leader commun transcendant les rivalités de personnes et les clivages ethniques.

D'autre part, le processus électoral manque particulièrement de transparence.³⁴ L'accès aux médias, presque tous aux mains de l'Etat en dehors d'une petite presse distribuée en capitale, favorise clairement le candidat Lansana Conté.³⁵ L'administration est clairement partisane: la plupart des préfets et des gouverneurs ne cachent pas le soutien qu'ils apportent à la candidature du Président Conté.³⁶ Enfin, des rumeurs circulent déjà sur les irrégularités à venir: le pouvoir aurait déjà fixé les chiffres du premier tour, les listes électorales auraient été mal révisées, certains auraient même eu à payer pour être inscrits.³⁷

Les principaux leaders de l'opposition ont finalement décidé de ne pas se présenter, jouant leur dernière carte en optant pour une abstention *de facto*: seuls deux candidats sont en lice pour le scrutin du 21 décembre: Lansana Conté, candidat à sa propre succession et Mamadou Barry, candidat

³¹ Déjà en 2001, les partis guinéens d'opposition avaient qualifié de "coup d'État constitutionnel" et de "mascarade" le référendum qui s'était tenu le 11 novembre. Human Right Watch, rapport mondial, 2002, section Afrique. Ce référendum permet au Président de briguer un nouveau mandat en décembre 2003.

³² En dépit des efforts de certains leaders pour créer le FRAD, une union des partis d'opposition. Ce dernier rassemblement ne parvient pas à choisir un candidat unique pour les prochaines élections.

³³ La seule exception est probablement Sidya Touré, ancien fonctionnaire international, ancien directeur de Cabinet d'Alassane Dramane Ouattara (ancien premier ministre ivoirien), lui-même ancien premier ministre de Lansana Conté. Cet homme originaire d'un petit groupe ethnique très minoritaire (Diakhane) dispose d'une certaine popularité auprès de la population. Alors qu'il était à la tête du gouvernement, il est réputé pour avoir "rétabli" l'électricité à Conakry et pour avoir fait la chasse aux gaspillages État, ce qui a causé sa chute. Il est aujourd'hui dans l'opposition.

³⁴ Presque aucune des revendications des partis d'opposition relatives à l'organisation des élections n'a été respectée. Ces revendications, qui sont autant de règles de base de la démocratie, étaient les suivantes: constitution d'une Commission Électorale Nationale Indépendante, neutralité de l'administration, fin des interventions des forces de l'ordre dans le processus électoral et dans les activités des partis de l'opposition; installation d'urnes transparentes dans les bureaux de vote et l'institution du bulletin unique; libéralisation des ondes sur toute l'étendue du territoire national: chaînes de radio et de télévisions privées, accès équitable aux médias publics; abrogation de la loi anti-casse et rétablissement de la liberté de manifestation. *L'indépendant*, N°536, 17 juillet 2003.

³⁵ Ainsi, la radio nationale guinéenne a bien retransmis le discours de Sidya Touré le jour où ce dernier s'est officiellement porté candidat. Mais elle a brutalement interrompu la lecture du programme politique du nouveau candidat pour retransmettre des discours prononcés par EL Hadj Fodé Soumah, le parrain du PUP en charge d'animer la campagne électorale pour le compte de Lansana Conté.

³⁶ La grande majorité d'entre eux sont des fonctionnaires originaires de la Basse Côte qui doivent leur ascension à Conté. En région forestière, les postes de sous-préfet, préfets et gouverneurs sont ainsi occupés par des militaires, soussou dans leur grande majorité.

³⁷ En l'absence de Commission électorale indépendante, ce sont les agents recenseurs de l'État qui ont la charge de dresser ou de réviser les listes électorales. *L'indépendant*, N°532, 19 juin 2003.

de l'Union Nationale pour le Progrès (UNP), un petit parti très marginal sur la scène politique guinéenne. Confrontée à des transgressions flagrantes du jeu démocratique, l'Union européenne (UE) a d'ailleurs renoncé à apporter tout soutien financier à l'organisation du scrutin. Elle n'enverra aucun observateur et a également suspendu l'aide versé au titre du Fond Européen de Développement (FED)³⁸ sachant que les prochaines élections sont une mascarade.

Les prochaines élections présidentielles, qui focalisent l'attention des observateurs, ne marqueront sans doute pas un tournant en Guinée. En effet, les observateurs interrogés s'accordent à penser que, si les élections ont bien lieu et si Lansana Conté est toujours candidat, l'issue du scrutin ne fait aucun doute. Il est toutefois possible que l'annonce des résultats soit suivie d'un certain nombre de débordements comme en 1998.³⁹

De fait, si les candidats de l'opposition légale doivent jouer un rôle, ce sera sans doute après la disparition ou le départ de Lansana Conté. Conscients que la solution ne peut venir des urnes, plusieurs candidats comme Ba Mamadou et Alpha Condé ont évoqué, de manière plus ou moins ouverte, la nécessité d'une transition militaire pour débloquer la situation politique en Guinée. Il reste à savoir quel pourrait être leur rôle dans une telle situation. En cas de troubles autour de la succession, certains leaders politiques pourraient profiter de la confusion pour contester le nouveau pouvoir de manière plus ou moins radicale.

Cependant, à l'heure actuelle, il est difficile d'envisager pour la Guinée un scénario à l'ivoirienne dans lequel une partie du territoire, soutenant son candidat contre un pouvoir mal installé, choisirait d'entrer en dissidence. Certes, un personnage comme Alpha Condé est accusé par certains proches du pouvoir d'entretenir des liens troubles avec certains groupes armés.⁴⁰ Il jouit en outre d'une réelle popularité en milieu malinké et

pourrait pousser ses supporters à descendre dans la rue. Dans l'immédiat cependant, Alpha Condé a quitté la Guinée pour chercher des soutiens politiques et financiers à l'étranger.⁴¹

A court terme, les marges de manœuvre de l'opposition politique légale sont cependant réduites. Elle est paralysée par ses divisions et par l'emprise du régime sur la vie politique, sur l'administration et sur l'armée. Les formations politiques sont à peine en mesure de négocier de maigres avantages avec le pouvoir qui n'a besoin d'elles que pour se donner une façade démocratique. Dans l'ambiance de fin de règne qui caractérise aujourd'hui la Guinée, les acteurs susceptibles de jouer un rôle politique actif se trouvent moins du côté de l'opposition légale que du côté des clans qui entourent le président et des officiers qui encadrent son armée.

B. LES CLANS

Les clans qui forment l'entourage immédiat du chef de l'Etat ont le plus profité du népotisme caractéristique du régime guinéen. Des hommes et des femmes se sont considérablement enrichis en profitant de la confusion entre biens publics de l'Etat et biens privés du président. Ces clans sont divisés autour de quelques figures de proue (les femmes du président, les intimes et la famille) et des figures de second plan (les hommes d'affaires, les caciques du PUP). Le critère d'appartenance à ces clans est plus fondé sur la capacité à faire partie de l'entourage présidentiel que sur un simple critère ethnique. Ceci dit, il semble bien qu'une grande partie de ces clans soit originaires de la Basse Côte (soussou) même s'ils n'excluent pas en leur sein des membres originaires d'autres régions de Guinée.⁴² Il est difficile de cerner avec précision les contours de ces clans qui, par essence, n'ont pas d'existence institutionnelle et qui restent dans l'ombre du pouvoir. De plus, en leur sein, les alliances et les oppositions sont mouvantes et

³⁸ Il est cependant possible qu'en dépit des irrégularités qui entacheront le scrutin électoral du 21 décembre l'Union européenne verse finalement en 2004 une aide à la Guinée au titre du FED. Entretien d'ICG avec un responsable de l'Union Européenne, Conakry, octobre 2003.

³⁹ Des manifestations avaient fait alors au moins six morts et plusieurs dizaines de blessés après le déploiement des forces de l'ordre.

⁴⁰ En 1998, il a été accusé par le pouvoir de fomenter un coup d'Etat à partir de la Côte d'Ivoire.

⁴¹ Il aurait en effet perdu une partie de ses appuis politiques en France. S'il compte encore parmi les amis de l'actuel ministre délégué à la coopération et à la francophonie, il semble par contre avoir perdu ses "entrées" à l'Élysée. *La Lettre du Continent*, N°407, septembre 2002.

⁴² La troisième épouse du président, "non officielle", est d'origine peule. Arafan Camara, adjoint du chef d'Etat major, est Malinké de Faranah, El Hadj Guinée, l'ex-homme fort du patronat guinéen était également peul – avant d'être remplacé par Mamadou Sylla, originaire de la Basse Côte.

évoluent au gré des disgrâces présidentielles⁴³ ou, à l'inverse, des ascensions soudaines⁴⁴ favorisée par Lansana Conté lui-même.

Les épouses du président constituent les figures de proue des principaux clans. Sa première épouse, d'origine baga⁴⁵ de la région de Boké et catholique, est à la tête d'une fondation d'œuvres sociales qui verserait souvent dans les affaires. Longtemps éclipsée par la seconde épouse, elle est récemment revenue sur le devant de la scène. La seconde épouse, musulmane, a longtemps été considérée comme la favorite. Elle est la mère de la plupart des enfants du président. Elle était considérée comme la "marraine des musulmans" de Guinée et une femme d'affaire avertie.⁴⁶ Sa récente disgrâce, suite à la maladie du président, l'a quelque peu éclipsé. Elle n'en demeure pas moins encore très influente. Il existe enfin une troisième épouse, "non officielle" dont l'influence serait grandissante. A côté des épouses, les proches parents de Lansana Conté sont également très présents dans son entourage. On compte notamment parmi eux quelques jeunes officiers – notamment un "fils adoptif" et un neveu du président – qui jouent un rôle apparemment grandissant en cette fin de règne.

Au delà d'un cercle familial, déjà parcouru de rivalités, les clans s'élargissent à quelques hommes d'affaires⁴⁷ (Mamadou Sylla, PDG de la société

Futurelec, Santullo, homme d'affaire italien) et aux caciques du PUP, le parti présidentiel. Les membres du gouvernement, affiliés au PUP, apparaissent comme des figures relativement fragiles sur l'échiquier du pouvoir. Si leur position est sans doute lucrative, ils sont soumis aux aléas des fréquents remaniements ministériels. De plus, le PUP est actuellement divisé par la lutte d'influence que se livrent deux prétendants au titre de "dauphin du président", Aboubacar Somparé et El Hadj Fodé Soumah. Le premier est Président de l'Assemblée Nationale et, en tant que tel, il est le dauphin constitutionnel: en cas de vacance du pouvoir, il deviendrait président par intérim et aurait la charge d'organiser de nouvelles élections. Il a été nommé Président de l'Assemblée Nationale suite aux dernières élections législatives de 2002. Il a notamment remplacé El Hadj Boubacar Biro Diallo, l'un des rares leaders peuls du PUP qui s'était montré très critique envers le régime de Lansana Conté.⁴⁸

Somparé est notamment soutenu par des ténors du PUP parmi lesquels on compte Sékou Konaté, le secrétaire général actuel du parti, Lamine Sidimé, le Premier Ministre, et par Fodé Bangoura, l'influent ministre secrétaire auprès de la présidence. Cependant, l'année 2003 a été marquée par l'ascension du Vice-gouverneur de la Banque centrale, El Hadj Fodé Soumah, qui, sans être membre du Bureau politique du PUP, a été nommé "parrain du parti". Il a surtout été chargé par le président d'organiser la campagne présidentielle. Fodé Soumah, dont on dit qu'il nourrit des ambitions personnelles au-delà de la campagne pour le compte de Lansana Conté, a reçu le soutien de plusieurs sections de jeunes du PUP ainsi que de M'Bemba Bangoura, le Gouverneur de Conakry. Cependant, même si Somparé et Soumah ne sont pas dénués d'envergure ni surtout d'ambitions, la plupart des

⁴³ Ce serait le cas de la seconde épouse du président. Longtemps considérée comme la favorite, elle ne l'aurait pas suffisamment soutenu en décembre 2002, lorsque des rumeurs se sont propagées sur le décès du président. Elle serait actuellement en "retrait" au Maroc.

⁴⁴ C'est le cas d'hommes d'affaires comme Mamadou Sylla, président du groupe Futurelec, "patron des patrons". Il a repris et relancé la société Air Guinée, s'intéresse à EDG, la compagnie d'électricité de Guinée, prévoit la construction d'usines agroalimentaires. Son ascension récente a clairement été favorisée par la présidence. Certains affirment même qu'il n'est là que pour gérer "l'argent du président". La soudaine ascension de Sylla, d'origine Soussou comme le président, doit quoi qu'il en soit beaucoup au discrédit qui a frappé les "grands patrons" peuls qui l'ont précédé comme El Hadj Guinée.

⁴⁵ Sous-groupe Soussou.

⁴⁶ Elle exercerait ses talents de femme d'affaires dans des domaines aussi variés que la téléphonie, le distribution, les mines, etc. *La Lettre du Continent*, N°430, 11 septembre 2003.

⁴⁷ Le groupe des hommes d'affaires entourant le président et profitant des marchés État aurait connu des "remaniements" importants en 2002. Le "cartel" informel des commerçants peuls, dont El Hadj Guinée qui constituait la figure de proue, a cédé du terrain au "lobby" soussou. *La Lettre du Continent*,

N°392, 24 janvier 2002). Certains observateurs y voient la rupture de l'alliance entre pouvoir politique soussou et pouvoir économique peul, une alliance fondamentale pour la stabilité du régime actuel. Entretien d'ICG avec un opérateur économique guinéen, Conakry, octobre 2003.

⁴⁸ Les clans de l'entourage présidentiels ont voulu écarter El Hadj Biro qui, originaire du Fouta Djallon et très influent au sein de l'ethnie peule, aurait pu devenir un élément gênant en particulier en cas de vacance du pouvoir. Il a été en effet à l'origine de la création du PUP, le parti qui soutient Conté, avant de devenir très critique envers le Général-Président. Signe de l'influence que conserve Biro Diallo malgré son exil villageois, l'un de ses fils, le lieutenant A.O. Diallo, figure parmi les militaires récemment arrêtés par le pouvoir guinéen. Source: Radio France Internationale, 1 décembre 2003.

observateurs interrogés s'accordent à dire qu'ils ont peu de chance de succéder durablement à Conté. Ils n'ont en effet pas l'assise politique suffisante pour le remplacer. S'ils sont devenus des figures de proue du parti au pouvoir, leur ascension respective reste finalement récente (2002 pour Somparé et 2003 pour Soumah). Surtout, ils n'occupent pas de position forte au sein des clans présidentiels qui tiennent les affaires.

Ces différents clans sont habitués à se disputer depuis plusieurs années la manne que constitue le contrôle de l'Etat. Or ils se trouvent aujourd'hui dans une situation paradoxale: dans une ambiance de fin de règne, les clans se préoccupent de sauver leurs avantages en assurant la continuité du régime au delà de la personne du président. Pour cela, ils doivent faire taire leurs rivalités et s'entendre sur les modalités de la succession. Convaincus pour la plupart du caractère inévitable de la transition militaire, ces clans ont prudemment noué des liens avec l'armée et poussent chacun leurs favoris. Quelques noms circulent, ceux de hauts gradés mais aussi de jeunes officiers soussou dont ont dit qu'ils auraient les faveurs d'un ou de plusieurs clans, de la troupe et peut-être même du président lui-même. Au delà des clans qui tiennent les affaires mais qui restent divisés et dont la position doit beaucoup à leurs liens personnels avec Conté, il semble que l'armée constituera l'acteur déterminant en cas de disparition du président.

C. L'ARMÉE, UN ACTEUR CLÉ DE LA TRANSITION EN GUINÉE

Si le régime de Conté est issu d'une prise de pouvoir par les militaires en 1984, les relations entre l'armée et le président sont passées par plusieurs phases ces dernières années. Il y a en effet au moins deux motifs de mécontentement dans l'armée: d'une part, la confiscation par les clans présidentiels et quelques officiers d'ethnie soussou des canaux d'enrichissement qui passent par l'Etat,⁴⁹ d'autre part le blocage qui frappe un certain nombre d'officiers formés à l'étranger mais qui sont pénalisés car ils n'appartiennent ni à l'ethnie ni à la mouvance du président.

1. Des rapports instables entre le pouvoir et l'armée

De fait, l'armée a déjà été tentée de profiter du mécontentement populaire pour renverser le Président Conté. En 1996, un groupe d'insurgés a pilonné le palais présidentiel s'emparant même quelques heures durant de la personne du président. Incapables cependant de s'accorder sur le nom d'un leader, les mutins ont été contraints de renoncer et de réinstaller Lansana Conté à la présidence. Ce dernier a repris le pouvoir non sans opérer de violentes purges au sein de l'armée. Depuis le putsch avorté de 1996, le régime guinéen est toujours l'objet de rumeurs récurrentes de coups d'Etat.

L'année qui s'achève n'a pas fait exception: en décembre 2002, une première rumeur faisait état de la mort du président et de la prise imminente du pouvoir par des militaires; en juillet 2003, les ambassades de plusieurs pays occidentaux ont réuni leurs ressortissants pour leur annoncer l'imminence d'un coup d'Etat, lequel n'a finalement jamais eu lieu. Enfin, en novembre 2003, à quelques semaines des échéances électorales, la présidence a ordonné l'arrestation de plusieurs dizaines de jeunes militaires à Conakry et dans les principales garnisons de l'intérieur du pays. Ces arrestations sont le signe des tensions existantes entre le pouvoir et son armée.

Pourtant, de l'avis de nombreux observateurs, une tentative de putsch est moins susceptible de se produire qu'une transition militaire après le décès ou le départ du président. D'abord, l'armée est relativement échaudée par le coup d'Etat manqué de 1996. Celle-ci est par ailleurs étroitement surveillée – une surveillance menée de l'intérieur qui n'est sans doute pas étrangère à la série d'arrestations préventives de novembre 2003 – si bien que les militaires tentés par une aventure politique hésitent à s'organiser et à s'engager. Il règne une atmosphère de méfiance et de suspicion à l'intérieur des cercles d'officiers. La présidence a également pris le soin de renforcer sa garde prétorienne, les fameux "bérets rouges", un corps particulièrement choyé dont les membres sont en grande majorité originaires de la même région que Lansana Conté.⁵⁰ Des bâtiments

⁴⁹ Il s'agit notamment des marchés Etat, prébendes diverses, hauts postes administratifs. Par ailleurs, la grande majorité des gouverneurs, préfets et sous-préfets appartiennent à l'ethnie soussou.

⁵⁰ Alors que de nombreux "bérets rouges" avaient été entraînés par l'armée française sur l'île de Kassa, Lansana Conté aurait décidé de s'entourer désormais des éléments formés par les rangers américains. *La Lettre du Continent*, N°404, juillet 2002. Cela n'empêche pas que des membres

stratégiques comme les camps militaires ou l'immeuble de la RTG – Radio Télévision Guinéenne – sont l'objet d'une surveillance toute particulière de la part du régime. D'autre part, et peut-être surtout, la situation de l'armée s'améliore depuis deux ans.

En effet, lors des agressions de septembre 2000, l'armée guinéenne a d'abord été incapable ou n'a peut-être pas eu la volonté de repousser les assaillants. L'assaut organisé sur plusieurs fronts a révélé les lacunes de l'armée guinéenne: il s'agissait notamment du vieillissement des cadres engagés à l'époque de Sékou Touré, d'une profonde désorganisation, d'importants problèmes de logistique, de l'anachronisme du matériel, particulièrement de l'aviation et surtout d'une faible motivation à défendre un pouvoir qu'elle venait de contester. Le pouvoir guinéen a d'ailleurs rechigné à s'appuyer sur une armée à la fidélité incertaine. Il a largement fait appel, dans les premiers mois de combats, à des forces paramilitaires: jeunes volontaires armés à la hâte, milices ULIMO/LURD qui avaient intérêt à défendre leurs bases arrières et qui ont opéré, dans les premiers temps du conflit, d'actifs recrutements dans les camps de réfugiés libériens et sierra léonais. Ces troupes ont permis à l'armée guinéenne de gagner du temps pour se réorganiser et repasser à l'offensive. La Guinée a, en effet, reçu un soutien militaire non négligeable de certains pays occidentaux dont la France et les États-Unis. Fort de ce soutien, Conté a non seulement repoussé ses agresseurs mais entamé également la restructuration et la rénovation de son armée.

2. La restructuration des forces de sécurité, un élément de stabilité interne

Alors que la plupart des services publics ou semi-publics sont en pleine déliquescence (secteur énergétique, infrastructure routière, enseignement supérieur, etc.), l'armée et plus généralement les forces de sécurité constituent le seul secteur ayant bénéficié d'efforts soutenus de restructuration et de réorganisation. Cette restructuration doit beaucoup aux programmes de coopération militaire mis en place par les États-Unis et la France. Outre les livraisons directes ou indirectes de matériel, la Guinée bénéficie en effet aujourd'hui de programmes de formation de ses troupes: les États-

Unis ont ainsi formé depuis 2001 un bataillon de rangers spécialistes de la surveillance des frontières. L'armée française a pour sa part contribué à la formation de la dernière promotion des cadets de l'école d'officiers du camp Alfa Yaya et envisage de soutenir la création d'une école de sous-officiers dans la grande banlieue de Conakry.⁵¹

De son côté, le gouvernement guinéen a considérablement augmenté ses dépenses dans le domaine de la défense.⁵² Il a d'abord pu rénover son matériel militaire en achetant notamment des avions de combat et des hélicoptères d'assaut⁵³ de fabrication soviétique. Il a en outre intégré de nouvelles recrues dans ses rangs alors même que les recrutements dans les autres corps de la fonction publique sont réduits au minimum depuis le début des années 1990. Grâce à ces recrutements, le pouvoir guinéen a même su gérer le problème posé par la démobilisation des Jeunes Volontaires armés en 2000-2001. On prédisait en effet le pire à l'Etat guinéen pour avoir distribué des armes de façon précipitée. Après la victoire déclarée en septembre 2001, les Jeunes Volontaires, pour la plupart de jeunes hommes en panne d'intégration professionnelle, espéraient être intégrés dans l'armée ou dans les forces de police. Mécontents d'être délaissés par l'Etat après avoir participé à la victoire, ils ont organisé en 2002 une série de manifestations parfois violentes mais toujours localisées – coups de feu à Gueckedou, brève prise d'otage du préfet à Nzérékoré.

Le pouvoir guinéen a cependant su intégrer les meneurs dans l'armée.⁵⁴ Des programmes d'assistance ont été organisés pour calmer les autres, notamment avec le soutien de l'UNICEF.⁵⁵

⁵¹ Entretien d'ICG un avec responsable militaire, Conakry, octobre 2003. Par ailleurs, l'armée française a entraîné en 2000-2001 des éléments de la garde présidentielle sur l'île de Kassa en face de Conakry. *La Lettre du Continent*, N°404, juillet 2002.

⁵² Un récent rapport de la banque mondiale, cité par le journal *Le Lynx*, établit un lien direct entre la forte hausse de la dette publique de l'Etat guinéen et l'augmentation de ses dépenses sécuritaires. *Le Lynx*, 29 septembre 2003, N°601.

⁵³ Ces appareils sont principalement basés à Conakry et à Faranah.

⁵⁴ Entretien d'ICG avec un représentant de l'UNICEF et quelques responsables d'ONG, en charge des programmes de démobilisation et de réintégration, Conakry, Nzérékoré, Gueckedou, octobre, 2003.

⁵⁵ L'UNICEF déploie actuellement deux programmes d'aide à la réinsertion des anciens Jeunes Volontaires, l'un à Gueckedou et l'autre à Kissidougou, deux villes de la région

Aujourd'hui, la question des Jeunes Volontaires est toujours d'actualité mais elle a progressivement perdu de son acuité.⁵⁶ L'armée a plutôt réussi le désarmement de ces forces paramilitaires même si, de l'avis de certaines personnalités de Guinée forestière, de nombreuses armes sont toujours en circulation.⁵⁷

La restructuration des forces de sécurité ne s'arrête d'ailleurs pas à l'armée et aux Jeunes Volontaires. Les forces de police ont été réorganisées à Conakry et dans d'autres villes de l'intérieur. La criminalité armée était en effet en forte hausse depuis plusieurs années: dans les communes de Ratoma et d'Africain à Conakry, les habitants étaient habitués au son des armes automatiques.⁵⁸ Sans être d'un niveau exceptionnel dans la sous région, cette criminalité urbaine profitait à la fois de la circulation incontrôlée d'armes à feu suite au conflit de 2000 et à la désorganisation des forces de police incapables de faire régner l'ordre dans les communes éloignées du centre-ville.

En 2003, le gouvernement a réinstauré un ministère de la sécurité, auparavant rattaché à celui de l'administration territoriale. Pour faire face à la criminalité, le nouveau ministre, Moussa africain, a déployé une Brigade Anti-Gangs (BAG) dans chacune des cinq communes de l'agglomération de Conakry.⁵⁹ Ces équipes ont été armées et équipées en matériel pour les rondes de nuit – entre autres avec le soutien matériel de la France. De l'avis des

habitants mêmes des communes de Ratoma et d'Africain, la criminalité armée est en forte baisse et les forces de police ont remis la main sur une grande partie des armes en circulation.⁶⁰ Parallèlement au redéploiement de ses unités, le gouvernement a également voulu mettre un terme aux barrages mis en place par les forces de l'ordre depuis les agressions de 2000 et qui persistaient depuis lors. Ces barrages étaient l'occasion pour des militaires, des policiers voire de simples auxiliaires des forces de sécurité d'extorquer de l'argent aux transports collectifs. Dans un contexte de mécontentement populaire suite à la montée des prix de l'essence, le gouvernement a décidé en mars 2003 de supprimer l'ensemble de ces barrages qui entravaient les routes de Guinée et qui s'étaient multipliés depuis les attaques de 2000-2001. En dehors du barrage km36 à la sortie de Conakry et de quelques barrages à proximité des frontières avec le Libéria et la Côte d'Ivoire, le pays est pour le moment débarrassé de ses entraves à la libre circulation.⁶¹

La reprise en main des forces de sécurité a globalement profité à l'armée, seul corps dont on peut dire qu'il bénéficie de l'attention bienveillante de l'Etat.⁶² Cette attention bienveillante du régime ne suffit pas, toutefois, à assurer une fidélité sans faille des militaires envers la présidence. Au début de l'année, quelques mois après l'annonce officielle de sa maladie, le Président Conté prononce ainsi au camp Samory⁶³ un discours virulent contre les "politiciens" et les "militaires" qui seraient tentés de

forestière, région la plus marquée par les combats de 2000-2001.

⁵⁶ Dans les localités forestières, le devenir des ex-Jeunes Volontaires pose encore problème. Ils sont encore utilisés dans certaines villes comme à Nzérékoré où ils tiennent des barrages la nuit. Entretien d'ICG avec le représentant d'une ONG internationale, octobre 2003, Nzérékoré.

⁵⁷ Entretien d'ICG avec un leader religieux, Gueckedou, octobre 2003.

⁵⁸ Des rumeurs persistantes faisaient même état jusqu'en 2001 de la complicité de membres des forces de sécurité dans certaines agressions armées. Des véhicules et des uniformes de l'armée auraient été utilisés par certains gangs pour commettre leurs méfaits. Entretien d'ICG avec un chercheur spécialiste de la Guinée, Novembre 2003.

⁵⁹ Le gouverneur de Conakry a également créé sa propre force de sécurité, le COMOK. Cependant, cette force supplétive de police est surtout déployée dans les quartiers centraux de Conakry. En outre, beaucoup d'habitants se plaignent de cette force qui rackette les commerçants et les transports collectifs. Plusieurs membres du COMOK ont été impliqués dans des exactions contre la population – dont un meurtre. Source: *Le Lynx*.

⁶⁰ En dépit de ces succès, la mise en place des BAG n'est pas exempte de critique. Certains soulignent la violence des opérations policières et craignent qu'à la veille des élections, elles puissent être utilisées pour museler certaines oppositions. Le pouvoir tente actuellement de déployer des BAG dans les villes de l'intérieur du pays. A Coyah (Ville de Basse Guinée proche de Conakry), des membres des BAG ont opéré une arrestation musclée contre des dealers locaux. L'affaire a tourné à l'émeute et le commissariat de police a été rasé.

⁶¹ Parfois, ces barrages se sont simplement faits plus discrets ou sont simplement installés à des moments précis de la journée. Ils pourraient faire leur réapparition à la veille des élections.

⁶² En ce sens, la situation de l'armée guinéenne est très différente de son homologue ivoirienne, marginalisée sous les présidents Félix Houphouët-Boigny (1960-1993) et Henri Konan Bédié (1993-1999). Cette marginalisation de l'armée en Côte d'Ivoire a suscité bien des frustrations et explique en partie les mutineries de 1999 et de 2002.

⁶³ L'un des trois principaux camps militaires de Conakry avec le camp Alfa Yaya et le camp Boiro.

le renverser.⁶⁴ En mai 2003, il a également procédé à quelques arrestations préventives au camp Alfa Yaya Diallo.⁶⁵ Plus récemment, il aurait réuni secrètement les principaux officiers de son armée pour leur demander de "se tenir calme" et de le "laisser finir son travail".⁶⁶ La récente vague d'arrestation reflète elle aussi l'attitude ambiguë du pouvoir à l'égard de l'armée: il l'entoure de privilèges tout en se méfiant d'elle. Cette persistance des tensions entre l'armée et le pouvoir est principalement liée aux lignes de clivage ethniques ou générationnelles qui traversent l'institution militaire guinéenne.

3. Une armée divisée

L'opposition comme le parti au pouvoir sont traversés par des lignes d'opposition profondes. Dans ce contexte de fin de régime, ils ne semblent pas en mesure de proposer un successeur capable de s'imposer au pouvoir et d'organiser des élections. Dès lors, l'armée pourrait prendre le pouvoir et assurer une transition militaire plus ou moins longue. Beaucoup s'y déclarent favorables. Les proches de Conté, conscients que leurs privilèges seraient menacés en cas de disparition de Lansana Conté, cherchent aussi à nouer des liens avec des responsables de l'armée. Beaucoup d'observateurs estiment d'ailleurs que cette transition militaire serait un moindre mal dans la mesure où les militaires apparaissent comme les seuls en mesure d'assurer l'ordre public en cas de disparition du président. Or rien n'est moins sûr: l'armée en dépit de son organisation hiérarchique, est elle-même traversée par de nombreuses lignes de clivages, aussi bien générationnelles qu'ethniques.

Les officiers de l'armée guinéenne se divisent schématiquement en trois strates principales, entre lesquelles existent à la fois des liens d'alliance et d'oppositions.

Le premier groupe est celui des officiers supérieurs - lieutenant colonels, colonels et généraux. Ce groupe comprend les militaires les plus âgés qui ont commencé leur carrière à l'époque de Sékou Touré.

Certains d'entre eux comme Kerfalla Camara, actuel chef d'État-Major, récemment promu général de division, ont d'ailleurs participé au coup d'État de 1984 aux côtés de Lansana Conté. D'origine soussou, Kerfalla Camara est l'un des principaux soutiens du Président Conté au sein de l'armée guinéenne.⁶⁷ En tant que plus haut gradé, il pourrait jouer un rôle important en cas de transition militaire. D'autres hauts gradés ont également beaucoup d'influence et apparaissent comme des caciques du régime actuel tels que le Général O. Arafan Camara⁶⁸ ou les généraux d'origine peule, Abdourahmane Diallo et Bailo Diallo. Si ces hommes appartiennent à la même génération et ont traversé les mêmes régimes, ils sont par contre issus de groupes ethniques différents. Cette différence, ajoutée à certaines rivalités personnelles, pourrait avoir des conséquences sur l'unité de l'armée en cas de mobilisations politiques sur des bases ethniques.

Le second groupe est constitué par les officiers dont l'ascension dans les rangs de l'armée s'est effectuée en même temps et grâce à l'installation du nouveau régime. Ils appartiennent en grande majorité à l'ethnie présidentielle, les soussou de Basse Guinée. A l'intérieur de l'armée guinéenne, ce second groupe apparaît comme le pilier d'un régime à qui ils doivent leur réussite sociale. Ces officiers sont perçus par la population guinéenne comme des personnes bénéficiant injustement des largesses du régime: l'uniforme et les galons sont en effet un accès privilégié à l'enrichissement personnel.⁶⁹ Par ailleurs,

⁶⁴ *L'indépendant* du 21 mars 2003. Le journaliste mentionne un général de brigade présent lors du discours et auquel le Président Conté se serait plus particulièrement adressé pour le mettre en garde.

⁶⁵ *Africa Research Bulletin*, Volume 40, N°5.

⁶⁶ Entretien d'ICG avec un opérateur économique guinéen, proche du milieu des jeunes officiers, Conakry, octobre 2003.

⁶⁷ Cela n'empêcha pas Kerfalla Camara de connaître lui aussi un temps de disgrâce peu après la tentative de putsch de 1996, lors de laquelle il avait proposé à Lansana Conté la création d'un comité de crise comprenant le président, lui-même et quelques officiers supérieurs placés depuis à la retraite. *La Lettre du Continent*, N°374, février 2000.

⁶⁸ Malinké originaire de Faranah comme Sékou Touré, Arafan Camara est l'ancien aide de camp du président et l'actuel adjoint du chef État major, avec lequel il entretiendrait cependant une certaine rivalité. Selon certaines sources, il est apprécié des jeunes officiers mais reste discrédité par ses liens avec le défunt dictateur Sékou Touré. *Africa Confidential*, 21 mars 2003, et *Africa Research Bulletin*, Volume 40, N°3.

⁶⁹ L'armée est en effet un acteur économique important en Guinée. Des marchés État lui sont attribués comme la réfection de la route qui mène en dehors de Conakry. Selon la rumeur publique, le budget pour cette route aurait été détournée par les militaires en charge de réaliser les travaux. Entretien d'ICG avec un opérateur économique guinéen, octobre 2003. Par ailleurs, l'armée est grande productrice de riz en Basse Guinée dans ce qui est communément appelé en Guinée les "champs du président".

ces officiers soussou, dont le professionnalisme est pourtant parfois mis en doute, occupent actuellement la plupart des postes de sous-préfets, préfets et gouverneurs en région forestière. Certains parmi eux appartiennent à l'entourage proche de Lansana Conté et auraient les faveurs de certains clans pour lui succéder.⁷⁰ Cependant, ils devraient alors compter avec l'opposition de leur supérieurs hiérarchiques et avec l'hostilité encore plus marquée des jeunes officiers, la troisième strate de l'armée guinéenne.

Les "jeunes officiers" n'ont pas profité des largesses du régime au même titre que le second groupe. Une grande partie d'entre eux a été formée à l'étranger notamment dans des écoles militaires françaises, américaines et marocaines. Issus des ethnies de Moyenne et de Haute Guinée ainsi que de la Guinée forestière, ils n'appartiennent pas au groupe des officiers soussou qui possède la confiance du président. Du fait de la méfiance que nourrit le régime à l'égard de sa propre armée, ces éléments ont été bloqués dans leur ascension professionnelle.⁷¹ Ils cultivent dès lors un fort ressentiment à l'égard du régime qui favorise ou discrimine les officiers non sur leur capacité professionnelle mais sur une base ethnique. Selon plusieurs sources, certains membres de ce groupe envisageraient de renverser le Président Conté et cherchent à sonder les chancelleries occidentales dans ce but. Ils sont cependant l'objet d'une surveillance assez étroite de la part de certains collègues. Les récentes arrestations de novembre 2003 ont principalement visé ce groupe.

A côté des officiers, il faut également être attentif au rôle que pourrait jouer des sous-officiers voire de simples hommes de troupe en cas de vacance ou de tentative de renversement du régime. L'exemple ivoirien incite à être attentif au mécontentement de la troupe et des sous-officiers. Cependant, en Guinée, les coups de force de l'armée, en 1984 comme en 1996, ont toujours été encadrés par des officiers supérieurs. En 1996, le mécontentement de la troupe avait provoqué un début de mutinerie, transformé en tentative de putsch par des officiers. Par ailleurs si la

troupe ne bénéficie pas des largesses du régime au même titre que certains groupes d'officiers, ils n'en apparaissent pas moins eux aussi comme une couche plutôt favorisée par le régime. Ainsi, alors que le prix du sac de riz montait en flèche en juillet-août 2003, la Guinée a reçu une forte donation de la part de la Chine. Une partie de ce riz a été vendue aux militaires de façon prioritaire et à des prix très préférentiels (moins de 20000 FG). Soucieux de ne pas nourrir le mécontentement de la troupe, en particulier dans une période d'incertitude pré-électorale, le régime du Président Conté prend soin de ménager un corps sur lequel il appuie son pouvoir.

Les divisions internes de l'armée ajoutent de l'incertitude quant aux acteurs d'une éventuelle transition militaire ou même d'une tentative de prise de pouvoir par la force. La possibilité d'affrontements entre plusieurs factions de l'armée n'est pas à exclure en cas de vacance du pouvoir. Certains militaires pourraient même être tentés d'agir avant le départ de Conté s'ils estiment qu'ils ont plus de chance en renversant le pouvoir qu'en attendant de jouer un rôle dans une éventuelle transition militaire. Toute la question reste de savoir si l'armée saura taire ses différends internes et s'accorder sur un candidat à la transition pour sauver son unité et ses privilèges.

D. PUISSANCES INTERNATIONALES: ARBITRES INDÉCIS DE LA SUCCESSION

Avec la mise en place du régime de Conté au milieu des années 1980, les puissances occidentales ont initié un retour remarqué dans un pays réputé pour s'être longtemps fermé à l'étranger. Ce retour est lié à d'évidents intérêts économiques suscités par les importantes richesses naturelles de la Guinée: la bauxite mais également l'or, le bois, le caoutchouc ou même, le fer du Nimba qui n'est pas encore exploité mais qui suscite la convoitise des grandes compagnies métallurgiques mondiales. La présence occidentale s'est également renforcée au moment où la situation politique dans la région du fleuve Mano a commencé à se dégrader.

La communauté internationale a également renforcé sa présence en finançant la prise en charge des populations réfugiées originaires de Sierra Léone, du Libéria et plus récemment de Côte d'Ivoire: les ONG occidentales se sont déployées en nombre en Guinée. Le régime de Conté apparaît également comme l'un des derniers pôles de stabilité dans une région

⁷⁰ Plusieurs noms sont avancés notamment ceux d'un lieutenant et d'un capitaine appartenant à la famille du Président Conté.

⁷¹ Le cas d'un jeune officier originaire de moyenne Guinée, formé dans une prestigieuse école militaire occidentale bloqué au rang de lieutenant pendant près d'une décennie alors qu'il pourrait accéder au rang de commandant voire de lieutenant-colonel démontre combien cette nouvelle génération d'officiers voit ses aspirations dénigrées. Entretien d'ICG avec un responsable militaire, octobre 2003, Conakry.

victime de la déliquescence des États et en proie aux combats. Conscientes des risques de dégradation régionale et d'extension progressive des combats, il semble que les puissances occidentales, en particulier la France et la Grande-Bretagne feront de leur mieux pour préserver la Guinée du désordre sous-régional. Le régime actuel en joue d'ailleurs auprès des acteurs internationaux: selon certains opposants, il brandit la menace d'une improbable guerre ethnique pour mieux se présenter comme le garant indispensable de l'ordre public en Guinée.⁷²

Les États-Unis ont fait ces dernières années un retour particulièrement remarqué dans le pays. Ils ont développé un programme de coopération militaire axé sur la défense des frontières en assurant la formation de huit cent rangers basés actuellement dans la région de Kankan mais dont des détachements sont affectés à la surveillance des frontières. De manière générale, les États-Unis sont perçus comme un allié de Conakry dans sa lutte contre le régime de l'ex-Président libérien Charles Taylor.

De nombreux guinéens considèrent que le soutien militaire des États-Unis a permis à la Guinée de faire face aux attaques de septembre 2000, même si officiellement, les responsables militaires américains présents en Guinée se défendent d'une quelconque implication d'envergure et évoquent plutôt un simple "concours psychologique" à l'armée guinéenne. Signe de leur intérêt croissant pour le pays, les États-Unis construisent actuellement une nouvelle ambassade à Conakry dont la taille frappe les observateurs.⁷³

Ancienne puissance colonisatrice, la France est également présente en Guinée bien qu'elle souffre toujours d'une mauvaise image persistante depuis l'époque Sékou touré. Elle a développé ses propres projets de coopération militaire s'impliquant notamment dans la formation des nouvelles promotions d'officiers et bientôt de sous-officiers. Ces différents programmes de coopération militaire ont été développés récemment et reflètent

incontestablement le souci de préserver la stabilité de la Guinée et de contenir l'extension des conflits de la région du fleuve Mano.

Il existe donc une volonté occidentale de préserver la stabilité en Guinée, fût-elle au prix d'une transition militaire.⁷⁴ Tout en entretenant des liens privilégiés avec l'armée et plus précisément avec les nouvelles générations d'officiers, les chancelleries occidentales veillent à décourager les projets politiques de certains d'entre eux lassés par le régime de Conté. Cependant, la diplomatie des puissances occidentales ne joue pas toujours dans le sens de la stabilité en Guinée. Ainsi, le gouvernement américain, qui a apporté une assistance militaire à la Guinée, a par contre longtemps toléré l'appui donné par l'armée guinéenne aux rebelles du LURD.⁷⁵ Certes, cet appui va dans le sens de l'opposition américaine au régime de Taylor, considéré comme le principal responsable des conflits armés dans la sous-région. Cependant, le présent rapport montre dans les pages suivantes que la forte présence du LURD en Guinée forestière a contribué à aviver les tensions intercommunautaires et a facilité la circulation des armes et le recrutement de jeunes combattants irréguliers au risque de contribuer demain à la déstabilisation d'une partie de la Guinée elle-même.

⁷² Entretien d'ICG avec un opposant politique, Conakry, octobre 2003.

⁷³ Signe du temps qui change, le nouveau bâtiment de la Radio-Télévision guinéenne vient d'être construit en face de la future ambassade américaine. Quand on connaît l'importance d'un tel bâtiment dans l'espace politique en Afrique de l'Ouest – généralement la première cible de toute tentative de prise de pouvoir par la force – on comprend que ce nouvel emplacement constitue un symbole fort.

⁷⁴ Plusieurs responsables occidentaux en fonction à Conakry ont déclaré à ICG qu'ils s'attendaient à une telle transition militaire au moment de la disparition de l'actuel président. Une telle transition serait, selon eux, un moindre mal pour préserver la paix civile en Guinée. Les puissances occidentales choisiraient ensuite de faire pression sur le nouveau pouvoir militaire pour qu'il prenne une coloration plus civile à travers l'organisation rapide d'élections.

⁷⁵ ICG rapport, *Tackling Liberia*, op. cit., ICG rapport Afrique N°71, *Liberia: Security Challenges*, 3 novembre 2003.

IV. LA GUINÉE DANS LES GUERRES DU FLEUVE MANO: UNE IMPLICATION DANGEREUSE

Les graves difficultés économiques et les tensions politiques et sociales qui affectent actuellement la Guinée ne sont pas exceptionnelles en Afrique subsaharienne. Cependant, les connections étroites qui lient la Guinée aux principaux conflits de la sous région pourraient rapidement donner une dimension plus violente à ce qui pour l'instant reste une crise économique et sociale marquée par des blocages politiques. Depuis les années 1990, le régime de Lansana Conté n'a en effet cessé de s'impliquer dangereusement dans les conflits de la région du fleuve Mano. La Guinée forestière est notamment devenue une plaque tournante des armes et des combattants. Elle abrite des groupes armés qui ont contribué à la détérioration du climat politique local et à la montée des tensions intercommunautaires. Si ces groupes ont jusqu'à présent combattu dans les pays voisins et ce principalement au Libéria, ils pourraient constituer demain une grave menace pour la stabilité interne de la Guinée elle-même.

A. L'IMPLICATION DE LA GUINÉE DANS LE CONFLIT LIBÉRIEN

La Guinée du Général Lansana Conté s'est très tôt impliquée dans les conflits libériens et sierra léonais. Dès 1990, le pays fournit des contingents à l'ECOMOG déployé à Monrovia et soutient le régime moribond du Président Samuel Doe contre Charles Taylor. Cependant, à mesure que le conflit libérien s'enlise, la Guinée choisit de s'impliquer dans le jeu trouble des factions armées: Conakry soutient les opposants de Charles Taylor, en particulier des Mandingo⁷⁶ comme Alhadji Kromah et commence à financer et à entraîner certaines factions armées. Outre le conflit personnel qui oppose Lansana Conté à Charles Taylor, l'implication de la Guinée au Libéria est déterminée par des enjeux stratégiques de sécurité⁷⁷

⁷⁶ Groupe ethnique du nord du Libéria qui entretient des liens ethniques et religieux étroits avec les populations du groupe mandingue de Guinée.

⁷⁷ Les spécialistes s'accordent à penser que Charles Taylor avait dès le début des années 1990 le projet de déstabiliser la Guinée pour mettre la main sur les ressources minières de la région forestière (diamants, bois du Ziama, fer du Nimba guinéen) et mettre en place un "Greater Liberia". Entretien

et d'importants intérêts économiques.⁷⁸ A partir de 1991, Conté soutient l'ULIMO (United Movement for Democracy in Liberia) dont le leader, Alhadji Kromah réside fréquemment à Conakry. Le mouvement dispose de camps d'entraînement à Kankan et de bases arrières en région forestière, notamment dans la Préfecture de Macenta.

Après l'élection de Taylor en 1997 et le retour d'une paix précaire au Libéria, la Guinée a continué de soutenir les adversaires politiques du nouveau président libérien. C'est ainsi qu'elle a soutenu l'installation du LURD en région forestière. Ce mouvement, dont l'organisation et le rôle ont été décrits dans plusieurs rapports d'ICG,⁷⁹ est issu de l'ancien ULIMO.⁸⁰ Le mouvement a effectué un recrutement actif dans la région de Macenta⁸¹ ainsi que parmi les réfugiés libériens installés en région forestière. En effet, la Guinée a accueilli tout au long des années 1990 plusieurs centaines de milliers de réfugiés libériens puis sierra léonais fuyant les exactions des différentes factions armées. Ces camps ont souvent servi de bases arrières aux mouvements rebelles comme les camps de la languette de Gueckedou pour les Kamajors sierra léonais ou le camp de Kouankan pour le LURD.⁸²

Le mois de septembre 2000 marque un véritable tournant dans l'histoire de l'implication guinéenne dans le conflit libérien. La Guinée est en effet victime

d'ICG avec un chercheur en sciences sociales, spécialiste du Libéria, août 2003.

⁷⁸ Certains milieux d'affaires proches du président sont intéressés par le contrôle des champs diamantifères libériens et sierra léonais. Certains diamantaires mandingo, menacés par l'expansion du "Taylorland", ont cherché le soutien de la présidence guinéenne que l'on sait intéressée par le commerce du diamant. Cf. S.Ellis, *The Mask of Anarchy: The destruction of Liberia and the Religious Dimension of an African Civil War* (Londres, 1999).

⁷⁹ ICG rapport, *Tackling Liberia*, op. cit., ICG rapport, *Liberia: Security Challenges*, op. cit.

⁸⁰ Encore aujourd'hui, à Macenta, les combattants du LURD, très présents dans la ville, sont appelés ULIMO par la population guinéenne.

⁸¹ Une partie de la région de Macenta est peuplée d'une population Manian – ou Tomamanian – d'origine mandingue et qui entretient des liens de famille étroits avec les Mandingo du Lofa libérien. La majeure partie des familles mandingo du Libéria tracent d'ailleurs leurs origines dans le pays malinké (région de Kankan) ou Konianké (région de Beyla) en Guinée.

⁸² Entretien d'ICG avec le responsable d'une organisation humanitaire, Nzérékoré, octobre 2003. Rapport Human Rights Watch, octobre 2002.

d'une série d'agressions armées coordonnées sur plusieurs fronts en provenance du Libéria et de Sierra Léone. Ces agressions, bien que revendiquées par un mouvement rebelle guinéen dont les leaders sont restés mal identifiés,⁸³ ont été menées à l'instigation de Charles Taylor. Ce dernier a utilisé ses propres troupes ainsi que des groupes armés du Front Révolutionnaire Uni⁸⁴ (RUF) pour mener à bien ces attaques. D'abord sur le recul, le régime de Conté est finalement sorti vainqueur des combats qui ont duré plusieurs mois. Il a cependant dû s'appuyer sur des milices locales levées et armées à la hâte – les Jeunes Volontaires – et sur les forces du LURD qui ont joué un rôle déterminant contre les assaillants à Macenta et à Gueckedou. Les agressions de 2000-2001 sont importantes parce qu'elles marquent un tournant important pour le régime Conté. En effet, le régime guinéen passe soudainement d'une implication calculée et contrôlée dans les affaires libériennes à un conflit subi sur son propre territoire. Ces attaques sont en grande partie la conséquence de la politique imprudente menée par la Guinée au Libéria.

Au delà du traumatisme provoqué par les destructions et les morts, ces attaques ont installé un climat d'insécurité en Guinée forestière avec la présence accrue et durable de forces paramilitaires (LURD, mais aussi Jeunes Volontaires recrutés dans plusieurs groupes ethniques et plus ou moins bien contrôlés par l'administration⁸⁵ ou l'armée). Les combats ont également avivé les tensions intercommunautaires. En octobre 2000, une délégation de plusieurs intellectuels forestiers s'est rendue à Conakry pour dénoncer la présence et les exactions du LURD sur le sol guinéen. La plupart d'entre eux ont été assassinés lors du "massacre de la Cosa", du nom du quartier dans lequel ont eu lieu ces exécutions.⁸⁶ La violence de la répression contre les

intellectuels forestiers a immédiatement décapité le mouvement de contestation civile qui était en train de se développer contre la politique aventureuse de Lansana Conté en Guinée forestière. Si le mouvement n'a pas eu de suite, l'affaire de la Cosa marque encore aujourd'hui les esprits et nourrit bien des rancœurs à l'encontre du pouvoir guinéen.⁸⁷

Sur la défensive en 2000, la Guinée a solidement renforcé la défense de ses frontières à partir de 2001. Elle a apporté un appui renforcé au LURD pour lui permettre de porter le feu au Libéria et de renverser le régime du Président Taylor au terme de deux années de combats (fin 2001-août 2003). Plusieurs organisations dont ICG ont mis en évidence le rôle du soutien guinéen dans le succès du LURD en dépit du fait que Conakry persiste à nier tout soutien au mouvement libérien. Maintenant que l'objectif principal – à savoir la chute de Charles Taylor, est atteint, que vont devenir les relations entre le LURD et son parrain guinéen? En août 2003, le gouvernement américain⁸⁸ a demandé officiellement à Conakry de cesser d'alimenter les rebelles libériens en armement. Le gouvernement guinéen continue de nier la présence du LURD mais semble prendre quelques distances avec le mouvement.⁸⁹ Cependant, même si elle en a le désir,⁹⁰ la Guinée ne se débarrassera pas facilement du mouvement rebelle

communes de Conakry. Ce maire, d'origine Konianké – un peuple manding lié aux Tomamanian de Macenta et aux Mandingo du Libéria – n'aurait cependant jamais pu agir sans le consentement tacite de la présidence. Il est difficile d'en dire plus dans la mesure où aucune enquête officielle n'a encore fait la lumière sur cette affaire survenue il y a trois ans.

⁸⁷ En région forestière, l'affaire de la Cosa est interprétée comme un signe du soutien accordé par le pouvoir aux populations d'origine mandingues contre les peuples forestiers.

⁸⁸ Lequel soutient activement la Guinée sur le plan militaire tout en approuvant, au moins de manière tacite, le soutien armé apporté à son tour par la Guinée au LURD. ICG rapport, *Liberia: Security Challenges*, op. cit.

⁸⁹ Ainsi, la cinquantaine de "bérêts rouges" affectés à Macenta pour faire le lien entre le LURD et l'armée guinéenne, aurait été récemment retirés de la ville. Les rebelles du LURD, envoyés massivement combattre au Libéria, sont effectivement moins nombreux à Macenta. Entretien d'ICG avec un militaire, Conakry, octobre 2003. Cependant, des rumeurs récentes font état du retour de combattants du LURD à Macenta fin novembre 2003.

⁹⁰ Certains officiers de l'armée guinéenne sont agacés par la place prise par les combattants irréguliers issus du LURD. Ils sont également inquiets de leur rôle éventuel si la succession du Général Conté devait poser quelques difficultés. Entretien d'ICG avec une source militaire, Conakry, octobre 2003.

⁸³ La presse guinéenne a un temps parlé du commandant Zoumanigui, impliqué dans le coup d'État de 1996 contre Conté et disparu depuis lors. Son nom n'est jamais réapparu par la suite. On a également parlé de Mohamed Lamine Fofana comme probable leader de l'UFDG (Union des Forces Démocratiques de Guinée), nom donné au prétendu mouvement rebelle guinéen impliqué dans les attaques de septembre 2000.

⁸⁴ Revolutionary United Front (RUF).

⁸⁵ Ainsi, à Nzérékoré il semble que ce soit le maire de la ville plus que l'armée qui ait la haute main sur l'organisation des milices de Jeunes Volontaires.

⁸⁶ Entretien d'ICG avec un témoin oculaire de la tuerie de la Cosa, Conakry, juillet 2001. L'identité des assassins est incertaine. Certaines sources, d'origine Toma et Guérézé, impliquent une milice proche du maire de l'une des

qui a recruté de nombreux guinéens et qui disposent de connections importantes en Guinée forestière, y compris au sein de l'armée guinéenne.⁹¹ Les quartiers de plusieurs villes de la région forestière⁹² sont ainsi considérés comme des "zones LURD" qui échappent en partie au contrôle de l'Etat.

La stabilité future de la Guinée forestière est étroitement liée au sort du LURD dans les prochains mois. S'il se déroule comme prévu, le déploiement des forces de la Mission des Nations Unies au Libéria (UNMIL)⁹³ va obliger tous les combattants du LURD qui refusent de désarmer à chercher d'autres territoires pour organiser leurs pillages. ICG a récemment souligné la menace que constituent ces groupes armés qui se déplacent au gré des conflits et des opportunités de pillage dans la sous région. Afin d'assurer sa stabilité, le régime de Conté devrait respecter la résolution 1478⁹⁴ concernant l'embargo sur les armes frappant le Libéria et arrêter d'alimenter les antagonismes existant dans ce pays en adoptant une attitude de neutralité.

Si la Côte d'Ivoire ou le Sierra Léone sont susceptibles de recevoir demain ces hôtes indésirables, il est également possible qu'une partie d'entre eux se rendent en Guinée forestière, une région dont beaucoup sont originaires ou qu'ils connaissent pour y avoir passé plusieurs années dans les bases arrières du LURD. Certes, il semble difficile de penser que ces jeunes combattants souvent mal organisés soient capables de percer une armée guinéenne désormais bien déployée le long de la frontière.⁹⁵ Par contre, en cas de crise de succession problématique à Conakry, l'armée guinéenne n'aurait peut-être pas les mêmes moyens ou la même volonté pour tenir ses frontières. Certains entrepreneurs politiques – y compris au sein de l'armée – pourraient même décider d'utiliser des combattants du LURD au service d'un projet de déstabilisation interne de la Guinée. Les enquêtes

menées par ICG en Guinée en octobre 2003 n'ont pas mis en évidence l'existence de tels projets.

Cependant, le présent rapport a souligné que l'incertitude qui plane sur la succession du Président Conté pourrait nourrir les ambitions d'entrepreneurs politiques peu scrupuleux, qu'ils soient issus de l'armée ou du monde politique. Les risques d'un retour de groupes armés issus du LURD en Guinée pour des opérations de pillages et/ou de déstabilisation politique⁹⁶ ne sont donc pas à écarter. Tant que l'UNMIL n'aura pas achevé avec succès son déploiement et ses opérations de désarmement, la Guinée, et en particulier la région forestière, sera toujours susceptible de subir le contrecoup de la politique imprudente du régime de Conté dans la région du fleuve Mano.

B. UN NOUVEAU FOYER D'INSTABILITÉ: LES RETOMBÉES DE LA GUERRE IVOIRIENNE

La stabilité interne de la Guinée est donc liée aux évolutions à venir au Libéria. Elle est également affectée par l'émergence, depuis septembre 2002, d'un nouveau foyer d'instabilité à ses frontières: la Côte d'Ivoire. Le conflit ivoirien a d'importantes répercussions sur la Guinée. A la difficulté de gérer des flux de population et aux problèmes économiques, il faut ajouter les risques liés à la circulation des armes et des groupes de combattants irréguliers.

Le régime de Lansana Conté ne soutient en aucune façon les Forces Nouvelles qui s'opposent au Président Gbagbo et qui contrôlent d'ailleurs les régions frontalières avec la Guinée. Au contraire, Lansana Conté et Laurent Gbagbo ont des intérêts communs. Ils ont tous les deux soutenu des mouvements libériens opposés au Président Taylor, le LURD pour le premier, le Mouvement pour la Démocratie au Libéria (MODEL)⁹⁷ pour le second. Plusieurs témoignages font cependant état de jeunes guinéens, parfois issus du LURD ou des groupes de

⁹¹ La présidence a ainsi désigné un petit groupe d'officiers supérieurs pour faire la liaison avec le LURD. Ces militaires entretiennent depuis des années des liens étroits avec les cadres dirigeants du LURD.

⁹² Quartiers Patrice et Mohamed V à Macenta, quartier Dorota à Nzérékoré.

⁹³ United Nations Mission in Liberia.

⁹⁴ Voir le paragraphe 9 de la résolution 1478 sur les sanctions pesant sur le Libéria qui stipule "que tous les États de la région cessent d'apporter un appui militaire à des groupes armés dans des pays voisins".

⁹⁵ Entretiens d'ICG avec plusieurs sources militaires, Conakry, octobre 2003.

⁹⁶ Étant donné les moyens logistiques relativement limités du LURD, la capacité d'une armée guinéenne restructurée et la distance qui sépare Conakry de la région forestière, une telle déstabilisation serait probablement circonscrite à la région forestière au moins dans un premier temps. Le risque principal serait alors celui d'une cristallisation durable des violences armées en Guinée forestière.

⁹⁷ Movement for Democracy in Liberia.

Jeunes Volontaires, qui sont partis individuellement se mettre au service des Forces Nouvelles.⁹⁸

Il faut souligner que le Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI), principale composante des Forces Nouvelles, recrute beaucoup en milieu dioula, une population qui entretient des liens culturels, linguistiques et historiques avec les Malinké et les Konianké de Guinée. Par ailleurs, des informations concordantes recueillies par ICG font état de la présence d'opposants guinéens au sein des troupes du MPCI. Ces groupes armés, dont il est difficile d'estimer l'importance et la capacité de nuisance, seraient proches de certains opposants politiques de Haute-Guinée.

Pour parer semble-t-il à toute éventualité, l'armée guinéenne a opéré un déploiement remarqué le long de ses frontières au cours de l'année 2003 - présence des rangers, déploiement de chars et d'orgues de Staline. Ce déploiement semble particulièrement important dans la région de Nzérékoré, une zone limitrophe à la fois avec le Nimba libérien ou se concentrent les anciennes forces pro-Taylor⁹⁹ et la partie ivoirienne contrôlée par les Forces Nouvelles. Il existe en fait une méfiance réciproque entre les autorités guinéennes et les Forces Nouvelles, chacun prêtant à l'autre des intentions d'agression. Il semble cependant peu probable que les autorités guinéennes, dont l'implication au Libéria est aujourd'hui critiquée, cherchent à intervenir en Côte d'Ivoire même pour soutenir le Président Gbagbo. Inversement, les Forces Nouvelles sont actuellement sur la défensive et ne sont probablement pas en mesure d'apporter un grand soutien à d'éventuels groupes de rebelles guinéens présents parmi eux.¹⁰⁰

Que se passerait-il cependant en cas de crise de succession à Conakry? Il n'est pas exclu que la Guinée devienne alors un foyer d'attraction pour des combattants ivoiriens sur le recul en Côte d'Ivoire qui viendraient appuyer les groupes d'insurgés guinéens qu'ils abritent actuellement. A l'instar des

menaces en provenance du Libéria, la situation interne de la Guinée est étroitement dépendante de l'évolution des tensions existant à ses frontières: alors qu'une milice basée en zone forestière peut difficilement atteindre Conakry en temps normal, dans un contexte d'une succession disputée elle pourrait être appelée par l'une ou l'autre des factions en lice à combattre dans la capitale même. Et une fois de plus, la région forestière apparaît comme la zone la plus menacée par des risques de déstabilisation venus de l'extérieur.

C. L'ÉTAT ACTUEL DES TENSIONS INTERCOMMUNAUTAIRES EN GUINÉE FORESTIÈRE

Les menaces de déstabilisation de la Guinée forestière par la circulation de groupes armés en provenance du Libéria ou de Côte d'Ivoire sont d'autant plus préoccupantes que la Guinée forestière est depuis plusieurs années soumise à un ensemble de tensions intercommunautaires particulièrement inquiétantes. Dans ce contexte, l'arrivée de groupes armés pourrait contribuer à faire basculer la région dans une situation de déséquilibres et de violences durables.

Il existe en région forestière une ligne de clivage importante entre les deux principaux groupes de population. On trouve d'une part les "peuples forestiers" - principalement Kissi, Toma, Guerzé et Mano et les peuples d'origine mandingue - Malinké, Konianké, Kouranko, Manian. L'opposition entre ces deux groupes a eu tendance à se durcir et à se systématiser depuis le début des années 1990. Ainsi, en 1991, l'élection controversée d'un maire Malinké à la tête de la capitale régionale, Nzérékoré, a provoqué le mécontentement des populations Guerzé. Les violences entre les deux communautés ont fait un nombre important de victimes¹⁰¹ jusqu'au déploiement de l'armée et à la nomination par le gouvernement d'un maire guerzé. Plus récemment, les oppositions entre Loma et Mandingo dans la guerre du Libéria se sont propagées en Guinée. Ainsi, lors des attaques de septembre 2000 sur Macenta, les populations d'origine mandingue, supposées favorables au LURD, ont accusé les populations Toma d'avoir favorisé le passage des troupes pro-Taylor lors des attaques sur la ville. En retour,

⁹⁸ Entretien d'ICG avec plusieurs responsables d'organisations humanitaires travaillant près de la frontière ivoirienne en Guinée, Nzérékoré, octobre 2003. L'une de ces sources mentionnaient cependant la volonté des autorités guinéennes de juguler ces recrutements transfrontaliers en fermant la frontière.

⁹⁹ Celles là même qui en 2002 ont appuyé les rebelles ivoiriens dans leur conquête de l'Ouest du pays avant d'être chassées du pays voire exécutées par leurs anciens alliés.

¹⁰⁰ ICG rapport Afrique N°72, *Côte d'Ivoire: The War Is Not Yet Over*, 28 novembre 2003.

¹⁰¹ Selon les versions, les massacres auraient fait entre 100 et 1000 victimes.

plusieurs villages Toma soupçonnés d'avoir laissé passer les assaillants libériens ont subi, dans les mois qui ont suivi des attaques de la part du LURD.¹⁰²

Les "peuples forestiers" se sentent particulièrement lésés par un pouvoir qui a choisi d'appuyer des éléments armés dirigés par des Mandingues et qui ont commis en toute impunité une série d'exactions sur les villages limitrophes du Libéria – en particulier dans la Préfecture de Macenta. Les forestiers se sentent en outre particulièrement délaissés par le pouvoir: la région est particulièrement enclavée pendant la saison des pluies, il est fréquent que la route bitumée reliant Nzérékoré à Conakry soit coupée par des véhicules embourbés ou renversés. La rancœur des populations forestières à l'égard du pouvoir central est réelle même si le régime parvient à maintenir une chape de plomb sur la région. L'arrestation récente de Jean-Marie Doré, le principal leader politique issu de la forêt, n'a ainsi provoqué aucune réaction significative dans la région. Il en irait autrement si l'arrivée de groupes armés en provenance du Libéria ou de Côte d'Ivoire ne ravivait, par leurs pillages, les haines intercommunautaires.

Différents foyers de tensions sont dès lors susceptibles de s'embraser prochainement en Guinée forestière. La Préfecture de Macenta, principale base arrière du LURD, est la région de la forêt où les tensions actuelles sont sans doute les plus vives. Le retour éventuel de combattants du LURD depuis le Libéria constitue un danger réel pour les mois à venir. Il aviverait les conflits déjà nombreux avec les populations Toma exaspérées par les exactions du LURD. La région de Nzérékoré pourrait constituer un autre foyer de violence comme elle l'avait été au début des années 1990.

Les problèmes qui entourent la démobilisation des Jeunes Volontaires, la présence de combattants LURD particulièrement indésirables à Nzérékoré¹⁰³

mais protégés par l'armée, les tensions avec les réfugiés (ivoiriens ou libériens) particulièrement nombreux dans cette région sont autant d'éléments qui pourraient conduire à l'explosion des violences armées. En juin dernier, la ville de Nzérékoré a connu un regain de tensions suite à l'arrivée de jeunes éléments identifiés comme des combattants du LURD. Le maire de la ville a demandé à l'armée de les regrouper pour les envoyer au front – vers Ganta au Libéria – plutôt que de les laisser créer le désordre dans la ville. Afin d'enrayer les tensions en région forestière, il est indispensable que soit créée une commission d'enquête indépendante susceptible de faire la lumière sur les violences qui pèsent sur ses habitants.

Enfin, on peut faire état de certaines sources qui signalent des regroupements de combattants dans le nord du Nimba.¹⁰⁴ Il s'agirait de troupes libériennes et de mercenaires ouest africains (casamançais, ghanéens, burkinabé, etc.) ayant soutenu Charles Taylor dans le passé. On compterait également parmi eux quelques rebelles guinéens ayant participé aux attaques de septembre 2000. Selon ces mêmes sources, ces éléments armés pourraient chercher à déstabiliser la Guinée forestière en attaquant directement la région de Nzérékoré. Une telle initiative apparaît cependant improbable à court terme: la forte présence de l'armée guinéenne en forêt dissuade pour l'instant les agressions extérieures. Par ailleurs, les anciennes troupes fidèles à Taylor présentes dans le Nimba ont déjà fort à faire face à l'avancée du MODEL et du LURD pour pouvoir soutenir une rébellion guinéenne. Il en irait autrement en cas de vacance du pouvoir et de crise de succession à Conakry: là encore, l'armée guinéenne n'aurait peut-être pas la même cohésion pour s'opposer à d'éventuels agresseurs en provenance du Nimba.

¹⁰² Entretien d'ICG avec un haut fonctionnaire guinéen originaire de la région forestière. Le rapport de force n'a pas tourné systématiquement en faveur des troupes du LURD. A Nzérékoré, le maire de la ville, d'origine Guerzé, est très hostile aux combattants du LURD. Il s'est appuyé sur les Jeunes volontaires recrutés parmi les Guerzé pour empêcher le LURD d'avoir la même présence qu'il avait dans les autres grandes villes de Guinée forestière (Macenta mais aussi Gueckedou et Kissisdougou).

¹⁰³ Lors des attaques de 2000-2001, le maire de Nzérékoré, d'origine Guerzé, s'est vivement opposé à la présence dans

sa ville des éléments du LURD, identifiés comme proche des milieux Malinké. Il a levé ses propres groupes de Jeunes Volontaires pour contrebalancer leur influence. Si les éléments du LURD restent présents à Nzérékoré, en particulier dans le quartier Dorota, ils s'y font plus discrets qu'à Macenta.

¹⁰⁴ Entretien d'ICG avec un homme d'affaire libérien membre du LURD et originaire du Nimba, Monrovia, novembre 2003.

V. LE FUTUR IMMEDIAT

La situation présente se caractérise par un fort degré d'incertitudes sur la fin du régime de Conté et les conditions de sa succession. Au vu des analyses précédentes et des informations recueillies, on peut cependant présenter quelques-uns des scénarios envisagés par les observateurs et souligner l'existence de facteurs indéniables de stabilité propres au pays.

A. LES SCÉNARIOS ENVISAGEABLES

Les observateurs sont relativement optimistes sur l'avenir immédiat de la Guinée, même s'ils s'accordent à penser qu'à moyen et long terme, la Guinée devra surmonter d'importants problèmes économiques et sociaux. La tenue des élections pourrait entraîner des violences plus ou moins importantes comme en 1998 mais l'issue des scrutins demeure plus que prévisible. Au delà des prochaines élections, la véritable échéance politique en Guinée est liée à la disparition, au renversement ou au retrait volontaire du Président Conté.¹⁰⁵ En cas de disparition ou de retrait du président, la Constitution voudrait que le pouvoir revienne au Président de l'Assemblée Nationale – Aboubacar Somparé, à charge pour lui d'organiser des élections.

Étant donné le poids de l'armée et, à l'inverse, la faiblesse de l'Assemblée Nationale,¹⁰⁶ la plupart des observateurs envisagent plutôt une transition de type militaire. La stabilité guinéenne est dès lors dépendante de la capacité de l'armée à s'entendre et à présenter un candidat qui saura imposer sa légitimité. Les chancelleries occidentales semblent d'ailleurs préparées à l'éventualité: elles accepteraient probablement cette transition militaire afin de préserver la stabilité. Il y a peut-être là un risque à considérer l'armée comme le seul acteur en mesure d'assurer une transition politique pacifique en

Guinée. Cela est pourtant loin d'être évident quand on connaît les divisions internes de l'institution militaire guinéenne. Les pays occidentaux s'attacheront cependant à faire pression sur un éventuel organe de transition militaire, afin qu'il prenne une coloration plus civile et démocratique à travers l'organisation d'élections à brève échéance.

Outre les rivalités de personne entre militaires, l'influence des autres composantes de la scène politique guinéenne pourrait cependant perturber le déroulement de cette succession. Chaque clan tente en effet de s'attacher un candidat en jouant des divisions internes de l'armée guinéenne, qu'elles soient générationnelles ou ethniques. Si aucun des différents candidats potentiels n'arrive à s'imposer, les risques de voir la Guinée s'embraser sont alors réels. La crise de succession pourrait se limiter à des violences urbaines relativement localisées (Conakry mais aussi Kankan, Kindia ou Nzérékoré) entre les supporters des différents prétendants. Elle pourrait cependant permettre aux nombreux groupes armés qui sillonnent la sous-région de profiter de la vacance ou de la faiblesse du pouvoir pour déstabiliser de façon plus durable une région fragilisée et soumise à des multiples tensions comme la Guinée forestière.

B. LES FACTEURS DE STABILITÉ

Les risques de dérive violente et durable en Guinée ne doivent pas être écartés. Les observateurs restent cependant relativement optimistes car, en dépit des blocages politiques, de la crise économique et de l'exaspération sociale, il existe de réels facteurs de stabilité qui distinguent la Guinée de ses voisins.

L'un des premiers facteurs de stabilité est lié à l'existence d'un sentiment national qui n'exclut aucun des grands groupes ethniques de la nation guinéenne. Les rivalités ethniques existent incontestablement en Guinée mais contrairement au Libéria ou à la Côte d'Ivoire, aucun des quatre grands ensembles ethniques de Guinée ne se voit contesté dans son appartenance à la nation guinéenne. L'absence de médias de la haine, stigmatisant certains groupes de population, est un autre facteur de stabilité. En Côte d'Ivoire, la presse écrite a contribué pour beaucoup à la montée des haines intercommunautaires. En Guinée, les journaux, relativement libres à l'inverse de la radio et de la télévision, n'ont encore jamais joué un tel rôle.

¹⁰⁵ Certains évoquent même la possibilité d'une destitution pour raison médicale en référence au sort connu par Bourguiba en Tunisie. M.Galy, "le vol suspendu de la Guinée", *Le Monde diplomatique*, décembre 2003. Cette éviction de Bourguiba a été qualifiée par la suite de coup d'État médical.

¹⁰⁶ Le Président de l'Assemblée Nationale est d'ailleurs réputé aussi malade que le président lui-même. Il a récemment passé plusieurs mois de convalescence en Allemagne. *La Lettre du Continent*, N°430, 11 septembre 2003.

Les efforts réalisés dans le sens d'une restructuration des forces armées constituent un autre signe encourageant. On sait en effet que dans la sous-région, la diffusion de la violence est liée à la déliquescence des forces de sécurité des États. En effet, les journaux publiés à Conakry sont peu lus par une population qui reste à grande majorité paysanne et dans un pays où les problèmes de circulation et diffusion du courrier restent importants. Bien que Conakry connaisse une certaine presse critique à l'égard du pouvoir, cela a peu d'impact sur la formation de l'opinion publique nationale. La radio, qui reste le média le plus populaire, est elle complètement sous le contrôle du gouvernement.

La Guinée se distingue donc de ses voisins par d'incontestables éléments de stabilité, mais sera-t-elle capable de se prémunir de l'instabilité qui règne à ses frontières? La restructuration des forces de sécurité n'a pas mis un terme au mécontentement de certains cercles d'officiers. Les arrestations préventives de militaires à la fin du mois de novembre soulignent les rapports ambigus qui continuent d'unir le pouvoir et l'armée. Cette dernière est à la fois privilégiée et crainte par le régime en place. Par ailleurs, si l'on peut se féliciter aujourd'hui des efforts effectués par la France et les États-Unis pour aider à la restructuration des forces de sécurité guinéennes, on peut regretter par contre qu'aucun de ces deux pays n'ait condamné plus tôt le soutien apporté par le régime du Président Lansana Conté aux rebelles libériens du LURD. Le souci de préserver la stabilité en Guinée est passé après la volonté de soutenir les mouvements hostiles au Président Charles Taylor.

VI. CONCLUSION

Les rumeurs persistantes sur l'état de santé du président et sur la fin prochaine du régime plongent actuellement la Guinée dans un état d'incertitude préoccupant. Le régime mis en place par Lansana Conté a beaucoup plus favorisé l'enrichissement personnel des clans de l'entourage présidentiel qu'il n'a assuré le développement économique et social du pays. La population est aujourd'hui la première victime de l'état de délabrement de l'économie guinéenne. La crise actuelle nourrit un vif mécontentement populaire et une désillusion croissante à l'égard de l'Etat.

On repère ainsi en Guinée les mêmes symptômes qui ont conduit aux explosions de violences en Sierra Leone, au Libéria et en Côte d'Ivoire. Parmi ces signes avant-coureurs figurent la déliquescence des institutions publiques, la captation des ressources par des groupes réduits formant l'entourage immédiat du chef de l'exécutif, le mécontentement croissant à l'égard du pouvoir politique ou encore le désintérêt et l'abandon des régions périphériques par le pouvoir central.

Si la Guinée veut éviter de connaître le même sort que ses voisins, il est essentiel que le gouvernement et les hommes politiques guinéens soient réalistes quant à l'avenir proche de leur pays. Ils doivent notamment avoir la vision et le courage de mettre en place des mesures qui permettront d'aider leur pays à traverser la période dangereuse qui suivra la disparition éventuelle du Président Conté. Le plus urgent est peut-être de cesser tout appui aux milices étrangères et notamment au LURD, le mouvement basé en Guinée depuis sa création en 1999 et qui recevait encore ces dernières semaines des armes en provenance de Conakry.

Le gouvernement doit, au même titre, prendre d'urgence des mesures destinées à mettre en confiance les communautés de la zone forestière, qui ont connu des vagues successives de violence liées au soutien de Conakry à ce même mouvement libérien. En particulier, le gouvernement devra établir une commission d'enquête indépendante sur les violences qui marquent la région depuis le début des années 1990. Il devra poursuivre l'effort de restructuration des forces de sécurité actuellement en vigueur, tout en l'étendant aux forces de police et de gendarmerie.

Plus généralement, le gouvernement guinéen doit libéraliser l'espace politique, en permettant par exemple aux médias de s'exprimer librement sur les grandes questions qui touchent à l'avenir du pays. Le parlement national devrait étudier les possibilités d'élargir ce même espace politique en déposant, par exemple, un projet de loi instituant l'élection au suffrage universel des autorités locales.

De la même manière, les partenaires extérieurs de la Guinée doivent développer une nouvelle vision de l'avenir politique du pays et de son rôle dans la sous-région. Ils doivent avant tout prévenir les risques de dérive violente à moyen terme et participer à la préparation d'une transition politique sereine dans la perspective du départ ou de la disparition de Lansana Conté. Les Etats-Unis, longtemps préoccupés par la menace posée par Charles Taylor, doivent notamment reconsidérer une politique particulièrement permissive à l'égard de la Guinée, leur allié dans la lutte contre le dictateur libérien. Ils doivent notamment réaliser qu'en ayant encouragé à la Guinée de soutenir la rébellion libérienne, ils lui font courir le risque de tomber dans la même logique de guerre que ses voisins.

Le gouvernement guinéen a toujours montré une redoutable volonté d'autonomie et se montre fier de sa souveraineté. Dans ces circonstances, des mesures prises par les bailleurs de fonds en vue de guider la Guinée vers des politiques publiques conformes aux attentes de ses partenaires risquent de se heurter au refus des autorités en place. Malgré cela, il est souhaitable que les bailleurs de fonds ouvrent un dialogue avec leurs interlocuteurs guinéens afin d'imaginer un avenir nécessairement plus démocratique si le pays veut échapper aux risques de déstabilisation qui le menacent. Ils pourraient stimuler une telle évolution en élargissant par exemple les programmes de coopération militaire existants dans le but de former une armée guinéenne adaptée à un gouvernement civil et démocratique. Ils peuvent aussi lier les programmes de coopération militaire à un arrêt immédiat du soutien de la Guinée aux groupes armés libériens. Ils devraient enfin exiger l'établissement d'un calendrier précis sur les réformes démocratique avant l'octroi de nouvelles aides.

En faisant tour à tour usage de la menace et de la répression, le régime guinéen a su, jusqu'à présent, contenir toute forme de contestation populaire.

Mais plus le malaise croissant de la société guinéenne est étouffé, plus il risque d'emprunter des formes radicales et violentes dans l'avenir. En ce sens, la passivité qui caractérise, selon beaucoup d'observateurs, le corps social guinéen ne doit pas faire illusion: l'état des tensions et l'intensité des rancoeurs à l'égard du pouvoir ont été trop longtemps contenus et risquent de nourrir des mouvements politiques particulièrement violents à défaut d'autres moyens d'expression. Des violences intercommunautaires pourraient ainsi éclater en fonction des nombreuses lignes de clivages ethniques même si pour l'instant, les boucs émissaires du mécontentement populaire sont plutôt les communautés étrangères (réfugiés libériens et sierra léonais, commerçants libanais).¹⁰⁷

L'absence de successeur officiel, laisse la porte ouverte aux appétits politiques aussi bien du côté des clans présidentiels en situation de concurrence que du côté des exclus du pouvoir (jeunes officiers bloqués dans leur carrière, opposants politiques neutralisés par la confiscation du processus électoral). Certes, en prévision de la disparition possible du Président Conté, les groupes au pouvoir ont intérêt à organiser la transition politique, qu'elle soit civile ou militaire, afin de préserver leurs avantages. Il ne faut cependant pas surestimer, comme on l'a fait hâtivement pour la Côte d'Ivoire, la capacité des élites politiques à s'entendre pour conserver leurs acquis.

Les risques de dérive violente ne viennent d'ailleurs pas seulement des rivalités internes mais sont également influencés par des logiques exogènes. En effet, l'implication de la Guinée dans le conflit libérien risque à nouveau de se retourner contre elle. Cela s'est produit une première fois en 2000. Malgré cet avertissement, le pouvoir guinéen a poursuivi une politique imprudente d'implication aux côtés des groupes armés du LURD. En conséquence, les tensions intercommunautaires en forêt n'ont cessé de s'aggraver au long des années 1990. A ce titre, l'intense circulation des armes et des combattants irréguliers en Guinée forestière constitue sans doute l'un des principaux facteurs d'instabilité dans le pays. Après avoir combattu au Libéria, certains de

¹⁰⁷ Les cibles potentielles de ce mécontentement sont multiples: représentants de l'État et en particulier des fonctionnaires soussou favorisés par le régime, communautés étrangères que ce soit les négociants libanais, les commerçants peuls, mais aussi les représentants des ONG occidentales et des Nations Unies qui abandonnent progressivement le pays à mesure que celui-ci se vide de ses réfugiés.

ces combattants pourraient être tentés de regagner la Guinée pour éviter le désarmement qui a débuté le 7 décembre dernier selon les modalités prévues par les accords signés le 18 août dernier à Accra. Ils constituent potentiellement une force de nuisance dont pourraient profiter des entrepreneurs politico-militaires peu scrupuleux.

Certes, des éléments de stabilité distinguent la Guinée de ses voisins victimes de guerre civile: absence des "médias de la haine", ce qui entrave la diffusion des discours ethnocistes sur l'espace public, restructuration – au moins partielle – des forces de sécurité, souci des puissances occidentales de préserver la stabilité dans un environnement régional déjà très dégradé. Ces facteurs de stabilité ne sont cependant pas dénués d'ambiguïté et pourraient se révéler à double tranchant.

La succession de Conté s'annonce donc périlleuse. Il est cependant difficile d'anticiper l'ampleur des violences auxquelles le pays pourrait être confronté. Si la crise de succession est réglée rapidement – ce qu'une intervention de l'armée ne garantit en rien étant donné ses divisions internes –, les violences pourraient être limitées à court terme. Mais, le nouveau pouvoir aurait toujours à charge de résoudre, à plus long terme, le malaise de la société et la crise économique. Par contre, en cas de vacance prolongée du pouvoir et de luttes de succession, on pourrait assister à l'émergence de foyers durables de violence et d'instabilité, en particulier dans les régions les plus délaissées par le pouvoir comme la Guinée forestière.

Les entrepreneurs de l'insécurité ne manqueront pas en cas de vacance prolongée du pouvoir: ils viendront de la Guinée elle-même mais également des pays voisins où des conflits mal éteints laissent subsister de nombreux groupes armés. Au delà du résultat déjà contesté des élections du 21 décembre, la situation de la Guinée est ainsi étroitement dépendante du sort de ces groupes de combattants irréguliers qui, depuis plusieurs années, entretiennent et avivent les foyers d'instabilité dans la sous région.

Freetown/Bruxelles, 19 décembre 2003

ANNEXE A

CARTE DE GUINÉE



ANNEXE B

GLOSSAIRE

BAG: Brigade Anti-Gangs. En 2003, le gouvernement guinéen a réinstauré un ministère de la sécurité, auparavant rattaché à celui de l'administration territoriale. Pour faire face à la criminalité, le gouvernement a déployé une BAG dans chacune des cinq communes de l'agglomération de Conakry.

CNSP: Conseil National du Secteur Privé, dirigé par Mamadou Sylla, un fidèle du Président Lansana Conté.

ECOMOG: ECOWAS Monitoring Group. Le bras armé de la CEDEAO (Communauté Économique des États d'Afrique Occidentale) – acronyme français d'ECOWAS. L'ECOMOG fut créé en 1990 pour être déployé en premier lieu au Libéria.

FED: Fonds Européen de Développement.

FRAD: Front Républicain pour le Changement Démocratique. En juillet 2003, certains partis d'opposition décident de s'unir au sein d'un front parmi lesquels on retrouve notamment l'Union pour le Rassemblement du Peuple de Guinée, l'Union des Forces Républicaines (UFR) – dont le leader est l'ancien Premier ministre de Sidya Touré – et l'Union Démocratique des Forces de Guinée (UFDG) de Mamadou Ba.

LURD: Liberians United for Reconciliation and Democracy (Libériens Unis pour la Réconciliation et la Démocratie). Le LURD est un mouvement d'opposition au régime du président Libérien Charles Taylor formé en 1999 à Freetown, essentiellement composé des ethnies krahn et mandingue.

MODEL: Movement for Democracy in Liberia (Le Mouvement pour la Démocratie au Libéria) est un mouvement rebelle dont la création fut officiellement proclamée en mars 2003, ayant pour principal leader Thomas Yaya Nimley.

MPCI: Mouvement Patriotique de la Côte d'Ivoire, principale composante des *Forces Nouvelles*.

OCHA: Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies).

PUP: Parti de l'Unité et du Progrès, parti de la majorité présidentielle.

RPG: Rassemblement du Peuple de Guinée, fondé en 1988 par Alpha Condé dont le positionnement ethnopolitique en fait le chef de file des Malinkés.

RTG: Radio Télévision Guinéenne.

RUF: Revolutionary United Front of Sierra Leone (Front Uni Révolutionnaire de Sierra Léone). Mouvement apparu en 1991, le RUF regroupait à l'origine une poignée d'opposants au régime du Président Momoh, exilés dans les pays voisins, ayant pour leader Foday Saybannah Sankoh.

UFDG: Union des Forces Démocratiques de Guinée, mouvement rebelle guinéen prétendument impliqué dans les attaques de septembre 2000.

ULGUI: Union Libanaise de Guinée.

ULIMO: United Movement for Democracy in Liberia (Mouvement Uni de Libération pour la Démocratie au Libéria). Longtemps perçu comme la principale force d'opposition à Taylor, l'ULIMO a été fondé à la fin des années 1990 par d'anciens dignitaires du régime Doe.

UNMIL: United Nations Mission in Liberia (La Mission des Nations Unies au Libéria) dispose des pouvoirs conférés par le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, conformément au mandat reçu par l'adoption de la résolution 1509 du 19 septembre 2003.

UNP: Union Nationale pour le Progrès. L'UNP est un petit parti très marginal sur la scène politique guinéenne dont le leader, Mamadou Léonais Barry est le seul candidat face à Lansana Conté pour la course à la présidence.

UPG: Union pour le Progrès de la Guinée dont le principal leader, Jean-Marie Doré prétend représenter la région forestière.

ANNEXE C

LES PRINCIPAUX MOUVEMENTS DE PROTESTATION SOCIALE EN 2002/03

- *Novembre 2002*: premières coupures d'eau et d'électricité après la saison des pluies.
- *Janvier 2003*: premières manifestations contre les coupures d'eau et d'électricité dans les quartiers de Conakry: à plusieurs reprises des jeunes lycéens barrent des routes avec des pneus enflammés. La police intervient.
- *Février 2003*: incident dans un quartier populaire de Conakry particulièrement affecté par le coupures: une famille périt dans l'incendie de sa maison. Des manifestations s'en suivent qui attribuent l'incident aux coupures d'eau.
- *Février 2003*: manifestations étudiantes à Kankan (capitale régionale de Haute-Guinée), sévèrement réprimées par les forces de police avec la participation de l'armée.
- *6 mars 2003*: grève lancée par les syndicats de la Société des Bauxites de Kindia (SBK). Selon la presse, une forte répression aurait été exercée sur les grévistes et leurs familles.
- *Mars 2003*: manifestation contre l'augmentation du prix de l'essence. Une cinquantaine de jeunes manifestants sont arrêtés puis relâchés après passage à tabac. Le gouvernement décide la levée des barrages routiers pour calmer le mécontentement des transporteurs et des usagers.
- *Juillet 2003*: une manifestation des commerçants bloque l'accès à l'autoroute du Niger.
- *27 août 2003*: lors des commémorations relatives au soulèvement des femmes en 1977, des manifestations troublent la cérémonie officielle en présence de la première dame du pays. La police n'intervient pas. Le président réagit lors d'un discours dénonçant la spéculation des commerçants.
- *Fin octobre 2003*: rumeurs de grèves des professeurs dans l'enseignement secondaire et supérieur.

ANNEXE D

A PROPOS DE L'INTERNATIONAL CRISIS GROUP

L'International Crisis Group (ICG) est une organisation multinationale indépendante à but non lucratif de plus de 90 employés répartis sur cinq continents. Ceux-ci produisent des analyses faites sur le terrain et sensibilisent à un haut niveau (*advocacy*) dans le but de prévenir et de résoudre des conflits.

L'approche d'ICG se fonde sur des recherches de terrain qui sont effectuées par des équipes d'analystes envoyées dans divers pays à risque. D'après les informations récoltées et une évaluation de la situation, des rapports analytiques rigoureux sont régulièrement rédigés et publiés par ICG, contenant une série de recommandations pratiques destinées aux décideurs internationaux. ICG publie régulièrement des rapports analytiques contenant des recommandations pratiques destinées aux décideurs-clé internationaux. ICG publie également «CrisisWatch», un bulletin mensuel de 12 pages fournissant une mise à jour régulière et condensée des situations les plus significatives de conflits, ou conflits potentiels, partout dans le monde.

Les rapports et bulletins d'informations sont largement diffusés par courrier électronique et versions imprimées à de nombreux ministères des Affaires Etrangères et organisations internationales. De plus ils sont en même temps rendus accessibles au plus grand nombre grâce au site Internet de l'organisation, www.crisisweb.org. ICG travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention sur ses analyses des crises, et de générer un soutien à ses propositions politiques.

Le conseil d'administration de l'International Crisis Group – qui regroupe d'éminents membres du monde politique, diplomatique, ainsi que des affaires et des médias – s'engage directement à promouvoir les rapports et recommandations de l'ICG auprès des décideurs politiques du monde entier. Martti Ahtisaari, ancien Président de Finlande, préside le Conseil d'Administration et Gareth Evans, ancien Ministre australien des Affaires Etrangères, en est le Président Directeur Général depuis janvier 2000.

Le siège de l'ICG est à Bruxelles, tandis que des bureaux de liaison sont installés à Washington DC, New York, Moscou et Londres. L'organisation gère actuellement douze bureaux de terrain (à Amman, Belgrade, Bogotá, au Caire, Freetown, Islamabad, Jakarta, Katmandou, Nairobi, Osh, Pristina, Sarajevo et Tbilissi), à partir desquels des analystes travaillent dans plus de trente pays et territoires affectés par des crises, et ce sur quatre continents.

En Afrique, ces pays sont le Burundi, le Rwanda, la République Démocratique du Congo, la région Sierra Leone, Liberia, Guinée, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Eritrea, la Somalie, le Soudan, l'Ouganda et le Zimbabwe; en Asie, l'Indonésie, la Birmanie/ Myanmar, le Kirghizistan, le Tadjikistan, Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Pakistan, l'Afghanistan et le Cachemire; en Europe, l'Albanie, la Bosnie, la Géorgie, le Kosovo, la Macédoine, le Monténégro et la Serbie; dans le monde arabe, toute la région s'étendant de l'Afrique du Nord à l'Iran; et enfin, en Amérique Latine, la Colombie.

ICG est financé par des gouvernements, des fondations caritatives, des sociétés et des donateurs privés. Les départements gouvernementaux et agences qui versent à ce jour des fonds sont: L'agence australienne pour le développement international, le Ministère des Affaires étrangères de la République Fédérale d'Autriche, le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) du Canada, l'agence canadienne de développement international (ACDI), le Ministère royal des Affaires étrangères du Danemark, le Ministère des Affaires étrangères finlandais, le Ministère des Affaires étrangères français, le Ministère allemand des Affaires étrangères, le Ministère des Affaires étrangères irlandais, l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), le Ministère des Affaires étrangères Luxembourgeois, le Ministère néerlandais des Affaires étrangères, le Ministère Royal norvégien des Affaires étrangères, le Ministère suédois des Affaires étrangères, le Ministère des Affaires étrangères de la République fédérale Suisse, le Ministère de la République chinoise des Affaires étrangères (Taiwan), le Ministère des Affaires étrangères de la République turque, le Ministère des Affaires étrangères du Royaume-Uni, le département du Royaume-Uni pour le développement international, l'Agence des Etats Unis pour le développement international.

Les fondations et donateurs du secteur privé regroupent: The Atlantic Philanthropies, le Carnegie Corporation of New York, la Fondation Ford, la Fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation William et Flora Hewlett, la Fondation Henry Luce, Inc., la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur, le Fonds John Merck, la Fondation Charles Stewart Mott, l'Open Society Institute, le Fonds Ploughshares, le Ruben & Elisabeth Rausing Trust, la Fondation pour la Paix Sasakawa, la Sarlo, la fondation des donateurs de la communauté Juive (Foundation of the Jewish Community Endowment Fund), la Fundação Oriente et enfin le United States Institute of Peace.

décembre 2003

ANNEXE E

RAPPORTS ET BRIEFINGS DE L'ICG*

AFRIQUE

AFRIQUE DE L'OUEST

Sierra Leone: Time for a New Military and Political Strategy, Rapport Afrique N°28, 11 avril 2001

Sierra Leone: Managing Uncertainty, Rapport Afrique N°35, 24 octobre 2001

Sierra Leone: Ripe For Elections? Briefing Afrique, 19 décembre 2001

Liberia: The Key to Ending Regional Instability, Rapport Afrique N°43, 24 avril 2002

Sierra Leone After Elections: Politics as Usual? Rapport Afrique N°49, 12 juillet 2002

Liberia: Unravelling, Briefing Afrique, 19 août 2002

Sierra Leone's Truth and Reconciliation Commission: A Fresh Start?, Briefing Afrique, 20 décembre 2002

Tackling Liberia: The Eye of the Regional Storm, Rapport Afrique N°62, 30 avril 2003

The Special Court for Sierra Leone: Promises and Pitfalls of a "New Model", Briefing Afrique, 4 août 2003

Sierra Leone: The State of Security and Governance, Rapport Afrique N° 67, 2 septembre 2003

Liberia: Security Challenges, Rapport Afrique N°71, 3 novembre 2003

ALGERIE**

La crise algérienne n'est pas finie, Rapport Afrique N°24, 20 octobre 2000 (aussi disponible en anglais)

La concorde civile: Une initiative de paix manquée, Rapport Afrique N°31, 9 juillet 2001 (aussi disponible en anglais)

L'Economie algérienne: le cercle vicieux du pétrole et de la violence, Rapport Afrique N°36, 26 octobre 2001 (aussi disponible en anglais)

ANGOLA

Dealing with Savimbi's Ghost: The Security and Humanitarian Challenges in Angola, Rapport Afrique N°58, 26 février 2003

Angola's Choice: Reform Or Regress, Rapport Afrique N°61, 7 avril 2003

BURUNDI

L'Effet Mandela: Evaluation et Perspectives du processus de paix burundais, Rapport Afrique N°21, 18 avril 2000 (aussi disponible en anglais)

Unblocking Burundi's Peace Process: Political Parties, Political Prisoners, and Freedom of the Press, Briefing Afrique, 22 juin 2000

Burundi: Les enjeux du débat. Partis politiques, liberté de la presse et prisonniers politiques, Rapport Afrique N°23, 12 juillet 2000 (aussi disponible en anglais)

Burundi Peace Process: Tough Challenges Ahead, Briefing Afrique, 27 août 2000

Burundi: Ni guerre ni paix, Rapport Afrique N°25, 1 décembre 2000 (aussi disponible en anglais)

Burundi: Sortir de l'impasse. L'urgence d'un nouveau cadre de négociations, Rapport Afrique N°29, 14 mai 2001 (aussi disponible en anglais)

Burundi: Cent jours pour retrouver le chemin de la paix, Rapport Afrique N°33, 14 août 2001 (aussi disponible en anglais)

Après six mois de transition au Burundi : poursuivre la guerre ou gagner la paix?, Rapport Afrique N°46, 24 mai 2002 (aussi disponible en anglais)

The Burundi Rebellion and the Ceasefire Negotiations, Briefing Afrique, 6 août 2002

A Framework For Responsible Aid To Burundi, Rapport Afrique N°57, 21 février 2003

Réfugiés et Déplacés au Burundi: Désamorcer la Bombe Foncière, Rapport Afrique N°70, 7 octobre 2003

Réfugiés et Déplacés Burundais: Construire d'urgence un Consensus sur le Rapatriement et la Réinstallation, Briefing Afrique, 2 décembre 2003

CÔTE D'IVOIRE

Côte d'Ivoire: "The War Is Not Yet Over", Rapport Afrique N°72, 28 novembre 2003

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Le partage du Congo: Anatomie d'une sale guerre, Rapport Afrique N°26, 20 décembre 2000 (aussi disponible en anglais)

From Kabila to Kabila: Prospects for Peace in the Congo, Rapport Afrique N°27, 16 mars 2001

Disarmament in the Congo: Investing in Conflict Prevention, Briefing Afrique, 12 juin 2001

Le dialogue intercongolais: Poker menteur ou négociation politique? Rapport Afrique N°37, 16 novembre 2001 (aussi disponible en anglais)

Disarmament in the Congo: Jump-Starting DDRRR to Prevent Further War, Rapport Afrique N°38, 14 décembre 2001

Temps Couvert sur Sun City : La Refondation Nécessaire du Processus de Paix Congolais, Rapport Afrique N°38, 14 mai 2002 (aussi disponible en anglais)

The Kivus: The Forgotten Crucible of the Congo Conflict, Rapport Afrique N°56, 24 janvier 2003

* Parus depuis janvier 2000.

** Le projet 'Algérie' est devenu partie intégrante du projet Moyen Orient en janvier 2002 - maintenant 'Moyen Orient et Afrique du nord'.

Rwandan Hutu Rebels in the Congo: a New Approach to Disarmament and Reintegration, Rapport Afrique N°63, 23 mai 2003 (aussi disponible en anglais)

RWANDA

Uganda and Rwanda: Friends or Enemies? Rapport Afrique N°15, 4 mai 2000

Tribunal pénal international pour le Rwanda: l'urgence de juger, Rapport Afrique N°30, 7 juin 2001 (aussi disponible en anglais)

"Consensual Democracy" in Post Genocide Rwanda: Evaluating the mars 2001 District Elections, Rapport Afrique N°34, 9 octobre 2001

Rwanda/Uganda: a Dangerous War of Nerves Briefing Afrique, 21 décembre 2001

Tribunal Pénal International pour le Rwanda: Le Compte à Rebours, Rapport Afrique N°50, 1 août 2002 (aussi disponible en anglais)

Fin de transition au Rwanda: Une libéralisation politique nécessaire, Rapport Afrique N°53, 13 novembre 2002 2002 (aussi disponible en anglais)

Rwandan Hutu Rebels in the Congo: a New Approach to Disarmament and Reintegration, Rapport Afrique N°63, 23 mai 2003 (aussi disponible en anglais)

Congo Crisis: Military Intervention in Ituri, Rapport Afrique N°64, 13 juin 2003

SOMALIE

Somalia: Countering Terrorism in a Failed State, Rapport Afrique N°45, 23 mai 2002

Salvaging Somalia's Chance For Peace, Briefing Afrique, 9 décembre 2002

Negotiating a Blueprint for Peace in Somalia, Rapport Afrique N°59, 6 mars 2003

Somaliland: Democratisation and its Discontents, Rapport Afrique N°66, 28 juillet 2003

SOUDAN

God, Oil & Country: Changing the Logic of War in Sudan, Rapport Afrique N°39, 28 janvier 2002

Capturing the Moment: Sudan's Peace Process in the Balance, Rapport Afrique N°42, 3 avril 2002

Dialogue or Destruction? Organising for Peace as the War in Sudan Escalates, Rapport Afrique N°48, 27 juin 2002

Sudan's Best Chance For Peace: How Not To Lose It, Rapport Afrique N°51, 17 septembre 2002

Ending Starvation as a Weapon of War in Sudan, Rapport Afrique N°54, 14 novembre 2002

Power and Wealth Sharing: Make or Break Time in Sudan's Peace Process, Rapport Afrique N°55, 18 décembre 2002

Sudan's Oilfields Burn Again: Brinkmanship Endangers The Peace Process, Briefing Afrique, 10 février 2003

Sudan's Other Wars, Briefing Afrique, 25 juin 2003

Sudan Endgame, Rapport Afrique N°65, 7 juillet 2003

Sudan: Towards an Incomplete Peace, Rapport Afrique N°73, 11 décembre 2003

ZIMBABWE

Zimbabwe: At the Crossroads, Rapport Afrique N°22, 10 juillet 2000

Zimbabwe: Three Months after the Elections, Briefing Afrique, 25 septembre 2000

Zimbabwe in Crisis: Finding a way Forward, Rapport Afrique N°32, 13 juillet 2001

Zimbabwe: Time for International Action, Briefing Afrique, 12 octobre 2001

Zimbabwe's Election: The Stakes for Southern Africa, Briefing Afrique, 11 janvier 2002

All Bark and No Bite: The International Response to Zimbabwe's Crisis, Rapport Afrique N°40, 25 janvier 2002

Zimbabwe at the Crossroads: Transition or Conflict? Rapport Afrique N°41, 22 mars 2002

Zimbabwe: What Next? Rapport Afrique N°47, 14 juin 2002

Zimbabwe: The Politics of National Liberation and International Division, Rapport Afrique N°52, 17 octobre 2002

Zimbabwe: Danger and Opportunity, Rapport Afrique N°60, 10 mars 2003

Decision Time in Zimbabwe, Briefing Afrique, 8 juillet 2003

ASIE

AFGHANISTAN/ASIE DU SUD

Afghanistan and Central Asia: Priorities for Reconstruction and Development, Rapport Asie N°26, 27 novembre 2001

Pakistan: The Dangers of Conventional Wisdom, Briefing Pakistan, 12 mars 2002

Securing Afghanistan: The Need for More International Action, Briefing Afghanistan, 15 mars 2002

The Loya Jirga: One Small Step Forward?, Briefing Afghanistan & Pakistan, 16 mai 2002

Kashmir: Confrontation and Miscalculation, Rapport Asie N°35, 11 juillet 2002

Pakistan: Madrasas, Extremism and the Military, Rapport Asie N°36, 29 juillet 2002

The Afghan Transitional Administration: Prospects and Perils, Briefing Afghanistan, 30 juillet 2002

Pakistan: Transition to Democracy?, Rapport Asie N°40, 3 octobre 2002

Kashmir: The View From Srinagar, Rapport Asie N°41, 21 novembre 2002

Afghanistan: Judicial Reform and Transitional Justice, Rapport Asie N°45, 28 janvier 2003

Afghanistan: Women and Reconstruction, Rapport Asie N°48, 14 mars 2003

Pakistan: The Mullahs and the Military, Rapport Asie N°49, 20 mars 2003

Nepal Backgrounder: Ceasefire – Soft Landing or Strategic Pause?, Rapport Asie N°50, 10 avril 2003

Afghanistan's Flawed Constitutional Process, Rapport Asie N°56, 12 juin 2003

Nepal: Obstacles to Peace, Rapport Asie N°57, 17 juin 2003

Afghanistan: The Problem of Pashtun Alienation, Rapport Asie N°62, 5 août 2003

Peacebuilding in Afghanistan, Rapport Asie N°64, 29 septembre 2003

Disarmament and Reintegration in Afghanistan, Rapport Asie N°65, 30 septembre 2003

Nepal: Back to the Gun, Briefing Asie, 22 octobre 2003

Kashmir: The View From Islamabad, Rapport Asie N°68, 4 décembre 2003

Kashmir: The View From New Delhi, Rapport Asie N°69, 4 décembre 2003

Kashmir: Learning from the Past, Rapport Asie N°70, 4 décembre 2003

Afghanistan: The Constitutional Loya Jirga, Briefing Afghanistan, 12 décembre 2003

ASIE CENTRALE

Central Asia: Crisis Conditions in Three States, Rapport Asie N°7, 7 août 2000 (aussi disponible en russe)

Recent Violence in Central Asia: Causes and Consequences, Briefing Asie centrale, 18 octobre 2000

Islamist Mobilisation and Regional Security, Rapport Asie N°14, 1 mars 2001 (aussi disponible en russe)

Incubators of Conflict: Central Asia's Localised Poverty and Social Unrest, Rapport Asie N°16, 8 juin 2001 (aussi disponible en russe)

Central Asia: Fault Lines in the New Security Map, Rapport Asie N°20, 4 juillet 2001 (aussi disponible en russe)

Uzbekistan at Ten – Repression and Instability, Rapport Asie N°21, 21 août 2001 (aussi disponible en russe)

Kyrgyzstan at Ten: Trouble in the "Island of Democracy", Rapport Asie N°22, 28 août 2001 (aussi disponible en russe)

Central Asian Perspectives on the 11 septembre and the Afghan Crisis, Briefing Asie centrale, 28 septembre 2001 (aussi disponible en russe)

Central Asia: Drugs and Conflict, Rapport Asie N°25, 26 novembre 2001 (aussi disponible en russe)

Afghanistan and Central Asia: Priorities for Reconstruction and Development, Rapport Asie N°26, 27 novembre 2001 (aussi disponible en russe)

Tajikistan: An Uncertain Peace, Rapport Asie N°30, 24 décembre 2001 (aussi disponible en russe)

The IMU and the Hizb-ut-Tahrir: Implications of the Afghanistan Campaign, Briefing Asie Centrale, 30 janvier 2002 (aussi disponible en russe)

Central Asia: Border Disputes and Conflict Potential, Rapport Asie N°33, 4 avril 2002 (aussi disponible en russe)

Central Asia: Water and Conflict, Rapport Asie N°34, 30 mai 2002 (aussi disponible en russe)

Kyrgyzstan's Political Crisis: An Exit Strategy, Rapport Asie N°37, 20 août 2002 (aussi disponible en russe)

The OSCE in Central Asia: A New Strategy, Rapport Asie N°38, 11 septembre 2002

Central Asia: The Politics of Police Reform, Rapport Asie N°42, 10 décembre 2002

Cracks in the Marble: Turkmenistan's Failing Dictatorship, Rapport Asie N°44, 17 janvier 2003 (aussi disponible en russe)

Uzbekistan's Reform Program: Illusion or Reality?, Rapport Asie N°46, 18 février 2003 (aussi disponible en russe)

Tajikistan: A Roadmap for Development, Rapport Asie N°51, 24 avril 2003

Central Asia: A Last Chance for Change, Briefing Asie, 29 avril 2003 (aussi disponible en russe)

Radical Islam in Central Asia: Responding to Hizb ut-Tahrir, Rapport Asie N°58, 30 juin 2003

Central Asia: Islam and the State, Rapport Asie N°59, 10 juillet 2003

Youth in Central Asia: Losing the New Generation, Rapport Asie N°66, 31 octobre 2003

CAMBODGE

Cambodia: The Elusive Peace Dividend, Rapport Asie N°8, 11 août 2000

COREE DU NORD

North Korea: A Phased Negotiation Strategy, Rapport Asie N°61, 1 août 2003

DETROIT DE TAIWAN

Taiwan Strait I: What's Left of 'One China'?, Rapport Asie N°53, 6 juin 2003

Taiwan Strait II: The Risk of War, Rapport Asie N°54, 6 juin 2003

Taiwan Strait III: The Chance of Peace, Rapport Asie N°55, 6 juin 2003

INDONESIE

Indonesia's Crisis: Chronic but not Acute, Rapport Asie N°6, 31 mai 2000

Indonesia's Maluku Crisis: The Issues, Briefing Indonésie, 19 juillet 2000

Indonesia: Keeping the Military Under Control, Rapport Asie N°9, 5 septembre 2000

Aceh: Escalating Tension, Briefing Indonésie, 7 décembre 2000

Indonesia: Overcoming Murder and Chaos in Maluku, Rapport Asie N°10, 19 décembre 2000

Indonesia: Impunity Versus Accountability for Gross Human Rights Violations, Rapport Asie N°12, 2 février 2001

Indonesia: National Police Reform, Rapport Asie N°13, 20 février 2001 (aussi disponible en indonésien)

Indonesia's Presidential Crisis, Briefing Indonésie, 21 février 2001

Bad Debt: The Politics of Financial Reform in Indonesia, Rapport Asie N°15, 13 mars 2001

Indonesia's Presidential Crisis: The Second Round, Briefing Indonésie, 21 mai 2001

Aceh: Why Military Force Won't Bring Lasting Peace, Rapport Asie N°17, 12 juin 2001 (aussi disponible en indonésien)

Aceh: Can Autonomy Stem the Conflict? Rapport Asie N°18, 27 juin 2001

Communal Violence in Indonesia: Lessons from Kalimantan, Rapport Asie N°19, 27 juin 2001

Indonesian-U.S. Military Ties, Briefing Indonésie, 18 juillet 2001

The Megawati Presidency, Briefing Indonésie, 10 septembre 2001

Indonesia: Ending Repression in Irian Jaya, Rapport Asie N°23, 20 septembre 2001

Indonesia: Violence and Radical Muslims, Briefing Indonésie, 10 octobre 2001

Indonesia: Next Steps in Military Reform, Rapport Asie N°24, 11 octobre 2001

Indonesia: Natural Resources and Law Enforcement, Rapport Asie N°29, 20 décembre 2001

Indonesia: The Search for Peace in Maluku, Rapport Asie N°31, 8 février 2002

Aceh: Slim Chance for Peace, Briefing Indonésie, 27 mars 2002

Indonesia: The Implications of the Timor Trials, Briefing Indonésie, 8 mai 2002

Resuming U.S.-Indonesia Military Ties, Briefing Indonésie, 21 mai 2002

Al-Qaeda in Southeast Asia: The case of the "Ngruki Network" in Indonesia, Briefing Indonésie, 8 août 2002

Indonesia: Resources And Conflict In Papua, Rapport Asie N°39, 13 septembre 2002

Tensions on Flores: Local Symptoms of National Problems, Briefing Indonésie, 10 octobre 2002

Impact of the Bali Bombings, Briefing Indonésie, 24 octobre 2002

Indonesia Backgrounder: How The Jemaah Islamiyah Terrorist Network Operates, Rapport Asie N°43, 11 décembre 2002

Aceh: A Fragile Peace, Rapport Asie N°47, 27 février 2003

Dividing Papua: How Not To Do It, Briefing Indonésie, 9 avril 2003

Aceh: Why The Military Option Still Won't Work, ICG Briefing Indonésie, 9 mai 2003

Indonesia: Managing Decentralisation and Conflict in South Sulawesi, Rapport Asie N°60, 18 juillet 2003

Aceh: How Not to Win Hearts and Minds, Briefing Indonésie Paper, 23 juillet 2003

Jemaah Islamiyah in South East Asia: Damaged but Still Dangerous, Rapport Asie N°63, 26 août 2003

The Perils of Private Security in Indonesia: Civilians Guards on Bali and Lombok, Rapport Asie N°67, 7 novembre 2003

Indonesia Backgrounder: A Guide to the 2004 Elections, Rapport Asie N°71, 18 décembre 2003

MYANMAR

Burma/Myanmar: How Strong is the Military Regime? Rapport Asie N°11, 21 décembre 2000

Myanmar: The Role of Civil Society, Rapport Asie N°27, 6 décembre 2001

Myanmar: The Military Regime's View of the World, Rapport Asie N°28, 7 décembre 2001

Myanmar: The Politics of Humanitarian Aid, Rapport Asie N°32, 2 avril 2002

Myanmar: The HIV/AIDS Crisis, Briefing Myanmar, 2 avril 2002

Myanmar: The Future of the Armed Forces, Briefing Asie, 27 septembre 2002

Myanmar Backgrounder: Ethnic Minority Politics, Rapport Asie N°52, 7 mai 2003

EUROPE*

ALBANIE

Albania: State of the Nation, Rapport Balkans N°87, 1 mars 2000

Albania's Local Elections, A test of Stability and Democracy, Briefing Balkans 25 août 2000

Albania: The State of the Nation 2001, Rapport Balkans N°111, 25 mai 2001

Albania's Parliamentary Elections 2001, Briefing Balkans, 23 août 2001

Albania: State of the Nation 2003, Rapport Balkans N°140, 11 mars 2003

BOSNIE

Denied Justice: Individuals Lost in a Legal Maze, Rapport Balkans N°86, 23 février 2000

European Vs. Bosnian Human Rights Standards, Handbook Overview, 14 avril 2000

Reunifying Mostar: Opportunities for Progress, Rapport Balkans N°90, 19 avril 2000

Bosnia's Municipal Elections 2000: Winners and Losers, Rapport Balkans N°91, 28 avril 2000

Bosnia's Refugee Logjam Breaks: Is the International Community Ready? Rapport Balkans N°95, 31 mai 2000

War Criminals in Bosnia's Republika Srpska, Rapport Balkans N°103, 02 novembre 2000

Bosnia's novembre Elections: Dayton Stumbles, Rapport Balkans N°104, 18 décembre 2000

Turning Strife to Advantage: A Blueprint to Integrate the Croats in Bosnia and Herzegovina, Rapport Balkans N°106, 15 mars 2001

No Early Exit: NATO's Continuing Challenge in Bosnia, Rapport Balkans N°110, 22 mai 2001

Bosnia's Precarious Economy: Still Not Open For Business; Rapport Balkans N°115, 7 août 2001 (aussi disponible en bosniaque)

The Wages of Sin: Confronting Bosnia's Republika Srpska; Rapport Balkans N°118, 8 octobre (aussi disponible en bosniaque)

Bosnia: Reshaping the International Machinery, Rapport Balkans N°121, 29 novembre 2001 (aussi disponible en bosniaque)

* Les rapports Balkans sont numérotés ainsi jusqu'au 12 août 2003 – date de publication de notre premier rapport sur la Moldavie, et depuis la numérotation des rapports se fait sous l'appellation du programme 'Europe'.

Courting Disaster: The Misrule of Law in Bosnia & Herzegovina, Rapport Balkans N°127, 26 mars 2002 (aussi disponible en bosniaque)

Implementing Equality: The "Constituent Peoples" Decision in Bosnia & Herzegovina, Rapport Balkans N°128, 16 avril 2002 (aussi disponible en bosniaque)

Policing the Police in Bosnia: A Further Reform Agenda, Rapport Balkans N°130, 10 mai 2002

Bosnia's Alliance for (Smallish) Change, Rapport Balkans N°132, 2 août 2002 (aussi disponible en bosniaque)

The Continuing Challenge Of Refugee Return In Bosnia & Herzegovina, Rapport Balkans N°137, 13 décembre 2002 (aussi disponible en bosniaque)

Bosnia's BRCKO: Getting In, Getting On And Getting Out, Rapport Balkans N°144, 2 juin 2003

Bosnia's Nationalist Governments: Paddy Ashdown and the Paradoxes of State Building, Rapport Balkans N°146, 22 juillet 2003

Building Bridges in Mostar, Rapport Europe N°150, 20 novembre 2003

CROATIE

Facing Up to War Crimes, Briefing Balkans, 16 octobre 2001

A Half-Hearted Welcome: Refugee Return to Croatia, Rapport Balkans N°138, 13 décembre 2002 (aussi disponible en serbo-croate)

GEORGIE

Georgia: What Now?, Rapport Europe N°151, 3 décembre 2003

KOSOVO

Kosovo Albanians in Serbian Prisons: Kosovo's Unfinished Business, Rapport Balkans N°85, 26 janvier 2000

What Happened to the KLA? Rapport Balkans N°88, 3 mars 2000

Kosovo's Linchpin: Overcoming Division in Mitrovica, Rapport Balkans N°96, 31 mai 2000

Reality Demands: Documenting Violations of International Humanitarian Law in Kosovo 1999, Rapport Balkans, 27 juin 2000

Elections in Kosovo: Moving Toward Democracy? Rapport Balkans N°97, 7 juillet 2000

Kosovo Report Card, Rapport Balkans N°100, 28 août 2000

Reaction in Kosovo to Kostunica's Victory, Briefing Balkans, 10 octobre 2000

Religion in Kosovo, Rapport Balkans N°105, 31 janvier 2001

Kosovo: Landmark Election, Rapport Balkans N°120, 21 novembre 2001 (aussi disponible en albanais et en serbo-croate)

Kosovo: A Strategy for Economic Development, Rapport Balkans N°123, 19 décembre (aussi disponible en serbo-croate)

A Kosovo Roadmap: I. Addressing Final Status, Rapport Balkans N°124, 28 février 2002 (aussi disponible en albanais et en serbo-croate)

A Kosovo Roadmap: II. Internal Benchmarks, Rapport Balkans N°125, 1 mars 2002 (aussi disponible en albanais et en serbo-croate)

UNMIK's Kosovo Albatross: Tackling Division in Mitrovica, Rapport Balkans N°131, 3 juin 2002 (aussi disponible en albanais et en serbo-croate)

Finding the Balance: The Scales of Justice in Kosovo, Rapport Balkans N°134, 12 septembre 2002 (aussi disponible en albanais)

Return to Uncertainty: Kosovo's Internally Displaced and The Return Process, Rapport Balkans N°139, 13 décembre 2002 (aussi disponible en albanais et en serbo-croate)

Kosovo's Ethnic Dilemma: The Need for a Civic Contract, Rapport Balkans N°143, 28 mai 2003 (aussi disponible en albanais et en serbo-croate)

Two to Tango: An Agenda for the New Kosovo SRS, Rapport Europe Report N°148, 3 septembre 2003

MACEDOINE

Macedonia's Ethnic Albanians: Bridging the Gulf, Rapport Balkans N°98, 2 août 2000

Macedonia Government Expects Setback in Local Elections, Briefing Balkans, 4 septembre 2000

The Macedonian Question: Reform or Rebellion, Rapport Balkans N°109, 5 avril 2001

Macedonia: The Last Chance for Peace, Rapport Balkans N°113, 20 juin 2001

Macedonia: Still Sliding, Briefing Balkans, 27 juillet 2001

Macedonia: War on Hold, Briefing Balkans, 15 août 2001

Macedonia: Filling the Security Vacuum, Briefing Balkans, 8 septembre 2001

Macedonia's Name: Why the Dispute Matters and How to Resolve It, Rapport Balkans N°122, 10 décembre 2001 (aussi disponible en serbo-croate)

Macedonia's Public Secret: How Corruption Drags The Country Down, Rapport Balkans N°133, 14 août 2002 (aussi disponible en macédonien)

Moving Macedonia Toward Self-Sufficiency: A New Security Approach for NATO and the EU, Rapport Balkans N°135, 15 novembre 2002 (aussi disponible en macédonien)

Macedonia: No Room for Complacency, Rapport Europe N°149, 23 octobre 2003

MOLDAVIE

Moldova: No Quick Fix, Rapport Europe N°147, 12 août 2003

MONTENEGRO

Montenegro: In the Shadow of the Volcano, Rapport Balkans N°89, 21 mars 2000

Montenegro's Socialist People's Party: A Loyal Opposition? Rapport Balkans N°92, 28 avril 2000

Montenegro's Local Elections: Testing the National Temperature, Background Briefing, 26 mai 2000

Montenegro: Which way Next? Briefing Balkans, 30 novembre 2000

Montenegro: Settling for Independence? Rapport Balkans N°107, 28 mars 2001

Montenegro: Time to Decide, a pre-election Briefing, Briefing Balkans, 18 avril 2001

Montenegro: Resolving the Independence Deadlock, Rapport Balkans N°114, 1 août 2001

Still Buying Time: Montenegro, Serbia and the European Union, Rapport Balkans N°129, 7 mai 2002

A Marriage of Inconvenience: Montenegro 2003, Rapport Balkans N°142, 16 avril 2003

SERBIE

Serbia's Embattled Opposition, Rapport Balkans N°94, 30 mai 2000

Serbia's Grain Trade: Milosevic's Hidden Cash Crop, Rapport Balkans N°93, 5 juin 2000

Serbia: The Milosevic Regime on the Eve of the September Elections, Rapport Balkans N°99, 17 août 2000

Current Legal Status of the Republic of Yugoslavia (FRY) and of Serbia and Montenegro, Rapport Balkans N°101, 19 septembre 2000

Yugoslavia's Presidential Election: The Serbian People's Moment of Truth, Rapport Balkans N°102, 19 septembre 2000

Sanctions against the Federal Republic of Yugoslavia, Briefing Balkans, 10 octobre 2000

Serbia on the Eve of the décembre Elections, Briefing Balkans, 20 décembre 2000

A Fair Exchange: Aid to Yugoslavia for Regional Stability, Rapport Balkans N°112, 15 juin 2001

Peace in Presevo: Quick Fix or Long-Term Solution? Rapport Balkans N°116, 10 août 2001

Serbia's Transition: Reforms Under Siege, Rapport Balkans N°117, 21 septembre 2001 (aussi disponible en serbo-croate)

Belgrade's Lagging Reform: Cause for International Concern, Rapport Balkans N°126, 7 mars 2002 (aussi disponible en serbo-croate)

Serbia: Military Intervention Threatens Democratic Reform, Briefing Balkans, 28 mars 2002 (aussi disponible en serbo-croate)

Fighting To Control Yugoslavia's Military, Briefing Balkans, 12 juillet 2002 (aussi disponible en serbo-croate)

Arming Saddam: The Yugoslav Connection, Rapport Balkans N°136, 3 décembre 2002

Serbia After Djindjic, Rapport Balkans N°141, 18 mars 2003

Serbian Reform Stalls Again, Rapport Balkans N°145, 17 juillet 2003

Southern Serbia's Fragile Peace, Rapport Europe N°152, 9 décembre 2003

RAPPORTS REGIONAUX

After Milosevic: A Practical Agenda for Lasting Balkans Peace, Rapport Balkans N°108, 26 avril 2001

Milosevic in The Hague: What it Means for Yugoslavia and the Region, Briefing Balkans, 6 juillet 2001

Bin Laden and the Balkans: The Politics of Anti-Terrorism, Rapport Balkans N°119, 9 novembre 2001

Thessaloniki and After I: The EU's Balkan Agenda, Briefing Europe, 20 juin 2003.

Thessaloniki and After II: The EU and Bosnia, Briefing Europe, juin 20 2003.

Thessaloniki and After III: The EU, Serbia, Montenegro and Kosovo, Briefing Europe, 20 juin 2003

AMERIQUE LATINE

Colombia's Elusive Quest for Peace, Rapport Amérique Latine N°1, 26 mars 2002 (aussi disponible en espagnol)

The 10 March 2002 Parliamentary Elections in Colombia, Briefing Amérique Latine, 17 avril 2002 (aussi disponible en espagnol)

The Stakes in the Presidential Election in Colombia, Briefing Amérique Latine, 22 mai 2002

Colombia: The Prospects for Peace with the ELN, Rapport Amérique Latine N°2, 4 octobre 2002 (aussi disponible en espagnol)

Colombia: Will Uribe's Honeymoon Last?, Briefing Amérique Latine, 19 décembre 2002 (aussi disponible en espagnol)

Colombia and its Neighbours: The Tentacles of Instability, Rapport Amérique Latine N°3, 8 avril 2003 (aussi disponible en espagnol et en portugais)

Colombia's Humanitarian Crisis, Rapport Amérique Latine N°4, 9 juillet 2003 (aussi disponible en espagnol)

Colombia: Negotiating with the Paramilitaries, Rapport Amérique Latine N°5, 16 septembre 2003

Colombia: President Uribe's Democratic Security Policy, Rapport Amérique Latine N°6, 13 novembre 2003 (aussi disponible en espagnol)

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD*

A Time to Lead: The International Community and the Israeli-Palestinian Conflict, Rapport Moyen-Orient et Afrique du nord N°1, 10 avril 2002

Middle East Endgame I: Getting to a Comprehensive Arab-Israeli Peace Settlement, Rapport Moyen-Orient et Afrique du nord N°2, 16 juillet 2002 (aussi disponible en arabe)

Middle East Endgame II: How a Comprehensive Israeli-Palestinian Settlement Would Look, Rapport Moyen-Orient et Afrique du nord N°3, 16 juillet 2002 (aussi disponible en arabe)

Middle East Endgame III: Israel, Syria and Lebanon – How Comprehensive Peace Settlements Would Look, Rapport Moyen-Orient et Afrique du nord N°4, 16 juillet 2002 (aussi disponible en arabe)

Iran: The Struggle for the Revolution's Soul, Rapport Moyen-Orient et Afrique du nord N°5, 5 août 2002

Iraq Backgrounder: What Lies Beneath, Rapport Moyen-Orient et Afrique du nord N°6, 1 octobre 2002

The Meanings of Palestinian Reform, Briefing Moyen-Orient et Afrique du nord, 12 novembre 2002

Old Games, New Rules: Conflict on the Israel-Lebanon Border Rapport Moyen-Orient et Afrique du nord N°7, 18 novembre 2002

Voices From The Iraqi Street, Briefing Moyen-Orient et Afrique du nord, 4 décembre 2002

Yemen: Indigenous Violence and International Terror in a Fragile State, Rapport Moyen-Orient et Afrique du nord N°8, 8 janvier 2003

Radical Islam In Iraqi Kurdistan: The Mouse That Roared?, Briefing Moyen-Orient et Afrique du nord, 7 février 2003

Red Alert In Jordan: Recurrent Unrest In Maan, Briefing Moyen-Orient et Afrique du nord, 19 février 2003

Iraq Policy Briefing: Is There An Alternative To War?, Rapport Moyen-Orient et Afrique du nord N°9, 24 février 2003

War In Iraq: What's Next For The Kurds? Rapport Moyen-Orient et Afrique du nord N°10, 19 mars 2003

War In Iraq: Political Challenges After The Conflict, Rapport Moyen-Orient et Afrique du nord N°11, 25 mars 2003

War In Iraq: Managing Humanitarian Relief, Rapport Moyen-Orient et Afrique du nord N°12, 27 mars 2003

Islamic Social Welfare Activism In The Occupied Palestinian Territories: A Legitimate Target?, Rapport Moyen-Orient et Afrique du nord N°13, 2 avril 2003

A Middle East Roadmap To Where?, Rapport Moyen-Orient et Afrique du nord N°14, 2 mai 2003

Baghdad: A Race Against the Clock, Briefing Moyen-Orient et Afrique du nord, 11 juin 2003

The Israeli-Palestinian Roadmap: What A Settlement Freeze Means And Why It Matters, Rapport Moyen-Orient et Afrique du nord N°16, 25 juillet 2003

Hizbollah: Rebel Without a Cause?, Briefing Moyen-Orient et Afrique du nord, 30 juillet 2003

Governing Iraq, Rapport Moyen-Orient et Afrique du nord N°17, 25 août 2003

Iraq's Shiites Under Occupation, Briefing Moyen-Orient et Afrique du nord, 9 septembre 2003

The Challenge of Political Reform: Egypt After the Iraq War, Briefing Moyen-Orient et Afrique du nord, 30 septembre 2003

The Challenge of Political Reform: Jordanian Democratisation and Regional Instability, Briefing Moyen-Orient et Afrique du nord, 8 octobre 2003

Iran: Discontent and Disarray, Briefing Moyen-Orient et Afrique du nord, 15 octobre 2003

Dealing With Iran's Nuclear Program, Rapport Moyen-Orient et Afrique du nord N°18, 27 octobre 2002

Iraq's Constitutional Challenge, Rapport Moyen-Orient et Afrique du nord N°19, 13 novembre 2003

ALGERIE*

Diminishing Returns: Algeria's 2002 Legislative Elections, Briefing Moyen-Orient et Afrique du nord, 24 juin 2002

Algeria: Unrest and Impasse in Kabylia, Rapport Moyen-Orient et Afrique du nord N°15, 10 juin 2003 (aussi disponible en français)

RAPPORTS THEMATIQUES

HIV/SIDA

HIV/AIDS as a Security Issue, Rapport Thématique N°1, 19 juin 2001

Myanmar: The HIV/AIDS Crisis, Briefing Myanmar, 2 avril 2002

UE

The European Humanitarian Aid Office (ECHO): Crisis Response in the Grey Lane, Briefing Thématique, 26 juin 2001

EU Crisis Response Capability: Institutions and Processes for Conflict Prevention and Management, Rapport Thématique N°2, 26 juin 2001

EU Crisis Response Capabilities: An Update, Briefing Thématique, 29 avril 2002

CRISISWATCH

CrisisWatch ICG publie également CrisisWatch, le premier jour de chaque mois, un bulletin mensuel de 12 pages proposant un exposé succinct et mis à jour de la situation des conflits ou conflits potentiels les plus significatifs dans le monde.

CrisisWatch N°1, 1 septembre 2003

CrisisWatch N°2, 1 octobre 2003

CrisisWatch N°3, 1 novembre 2003

CrisisWatch N°4, 1 décembre 2003

* Le projet Algérie a été transféré sous le programme Moyen-Orient et Afrique du nord en janvier 2002.

ANNEXE F

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ICG

Martti Ahtisaari, Président

Ancien Président de Finlande

Maria Livanos Cattau

Secrétaire général, Chambre de Commerce Internationale

Stephen Solarz, Vice-Président

Ancien Membre du Congrès américain

Gareth Evans, Président

Ancien Ministre des Affaires Étrangères d'Australie

S. Daniel Abraham

Président, Centre pour la paix au Moyen-Orient et la coopération économique, États-Unis

Morton Abramowitz

Ancien Secrétaire d'État adjoint américain; ancien Ambassadeur américain en Turquie

Kenneth Adelman

Ancien Ambassadeur américain et Directeur du contrôle des armes et du désarmement, États-Unis

Richard Allen

Ancien Chef du Conseil National de Sécurité auprès du Président des États-Unis

Saud Nasir Al-Sabah

Ancien Ambassadeur du Koweït au Royaume-Uni et aux États-Unis; ancien Ministre de l'Information et de l'Énergie

Louise Arbour

Juge à la Cour Suprême, Canada; Ancien Procureur en chef, Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie

Oscar Arias Sanchez

Ancien Président du Costa Rica; Prix Nobel de la Paix, 1987

Ersin Arioglu

Président, Yapi Merkezi, Turquie

Emma Bonino

Membre du Parlement européen ; ancien Commissaire européen

Zbigniew Brzezinski

Ancien Conseiller à la Sécurité nationale auprès du Président des États-Unis

Cheryl Carolus

Ancien Haut Commissaire Sud africain auprès du Royaume-Uni; ancien Secrétaire Général de l'ANC

Jorge G. Castañeda

Ancien Ministre des Affaires Étrangères du Mexique

Victor Chu

Président du First Eastern Investment Group, Hong Kong

Wesley Clark*

Ancien Commandant suprême des forces alliées de l'OTAN, Europe

Uffe Ellemann-Jensen

Ancien Ministre des Affaires Étrangères du Danemark

Ruth Dreifuss

Ancienne Présidente de la Suisse

Mark Eyskens

Ancien Premier Ministre de Belgique

Marika Fahlen

Ancien Ambassadeur de Suède pour les Affaires humanitaires; Directrice de la mobilisation sociale et de l'information stratégique

Yoichi Funabashi

Journaliste et auteur, Japon

Bronislaw Geremek

Ancien Ministre des Affaires Étrangères de Pologne

I.K.Gujral

Ancien Premier Ministre de l'Inde

Carla Hills

Ancien Secrétaire d'État aux logements, ancien Représentant de du Commerce Extérieure, États-Unis

Asma Jahangir

Rapporteur Spécial des Nations Unis pour les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires; ancien Président de la Commission des Droits de l'Homme au Pakistan

Ellen Johnson Sirleaf

Première Conseillère, Modern Africa Fund Managers; ancienne Ministre libérienne des Finances, ancienne Directrice du Bureau Régional du PNUD pour l'Afrique

Mikhail Khodorkovsky

CEO, Open Russia Foundation

Wim Kok

Ancien Premier Ministre des Pays Bas

Elliott F Kulick

Président, Pegasus International, États-Unis

Joanne Leedom-Ackerman

Romancière et journaliste, États-Unis

Todung Mulya Lubis

Juriste spécialiste des droits de l'homme et auteur, Indonésie

Barbara McDougall

Ancien Secrétaire d'État aux Affaires Extérieures, Canada

Mo Mowlam

Ancien Secrétaire d'État britannique pour l'Irlande du Nord

Ayo Obe

President, Civil Liberties Organisation, Nigeria

Christine Ockrent

Journaliste et écrivain, France

Friedbert Pflüger

Président de la Commission des affaires européennes au Bundestag, Allemagne

Surin Pitsuwan

Ancien Ministre des Affaires Étrangères de la Thaïlande

Itamar Rabinovich

Président de l'Université de Tel-Aviv; ancien Ambassadeur israélien aux États-Unis; ancien Chef des négociations avec la Syrie

Fidel V. Ramos

Ancien Président des Philippines

Mohamed Sahnoun

Conseiller spécial auprès du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique

Salim A. Salim

Ancien Premier ministre tanzanien, ancien Secrétaire général de l'organisation de l'unité africaine.

Douglas Schoen

Partenaire Fondateur de Penn, Schoen & Berland Associates, États-Unis

William Shawcross

Journaliste et auteur, Royaume-Uni

George Soros

Président, Open Society Institute

Eduardo Stein

Ancien Ministre des Affaires Étrangères du Guatemala

Pär Stenbäck

Ancien Ministre des Affaires Étrangères, Finlande

Thorvald Stoltenberg

Ancien Ministre des Affaires Étrangères, Norvège

William O Taylor

Président émérite, The Boston Globe, États-Unis

Ed van Thijn

Ancien Ministre de l'Intérieur, Pays-Bas; ancien Maire d'Amsterdam

Simone Veil

Ancien Membre du Parlement européen; ancienne Ministre de la Santé, France

Shirley Williams

Ancien Secrétaire d'État britannique à l'Éducation et la Science; Membre de la Chambre des Lords

Jaushieh Joseph Wu

Secrétaire Général Adjoint au Président, Taiwan

Grigory Yavlinsky

Président du Parti Yabloko et de sa représentation à la Douma, Russie

Uta Zapf

Présidente de la Commission pour le désarmement, le contrôle et la non-prolifération des armes au Bundestag, Allemagne

* En congé